

Rapport moral et financier de l'année 2018



Alliance
internationale
des éditeurs
indépendants

L'ANNÉE 2018, AVANT PROPOS

L'Alliance internationale des éditeurs indépendants compte **46 % d'éditrices**, nous respectons cependant ici l'usage grammatical en vigueur par seule commodité et par souci de lisibilité du texte.

Le contexte global en 2018

- Des contextes politiques qui restreignent, limitent ou empêchent les éditeurs indépendants dans leurs actions et paroles : en dehors de la situation toujours si complexe dans le monde arabe, des dérives sont visibles dans bien d'autres pays. C'est le cas aux États-Unis depuis l'élection de Donald Trump, au Brésil depuis l'élection de Jair Bolsonaro...
- Des réelles atteintes aux libertés d'expression et d'éditer à l'œuvre : les cas sont malheureusement nombreux et présents tant en Europe, Afrique, Amérique latine, Asie, monde arabe. Un éditeur indonésien nous alertait sur des perquisitions faites par la police indonésienne dans les librairies de Jakarta pour confisquer les livres dits « communistes et marxistes » ; en Bulgarie, une éditrice nous signalait l'assassinat d'une journaliste qui enquêtait sur une affaire de corruption ; en Italie, les éditeurs nous parlaient de l'autocensure de la traduction du livre de Jean-Baptiste Malet, *L'empire de l'or rouge*...
- L'absence encore constatée de l'accompagnement des pouvoirs publics pour le secteur de l'édition indépendante : ce constat s'avère général, notamment en Amérique latine et Afrique subsaharienne – les éditeurs sont dans des économies fragiles, sans soutien ou accompagnement structurel des pouvoirs publics. Cela a des conséquences directes sur leurs activités : les achats publics de livres sont de plus en plus rares ou difficiles à obtenir par exemple, créant des déséquilibres brutaux et périlleux pour les éditeurs (une part de leur chiffre d'affaires qui disparaît).
- Les éditeurs indépendants sont ainsi dans une posture de « résistance » forte, dans des stratégies de contournement des différents obstacles auxquels ils font face, dans une nécessité de créer et de tester des alternatives pour continuer à publier les livres qu'ils souhaitent défendre.

Les projets phares de l'Alliance en 2018

- Face à ce contexte (qui n'est pas récent mais s'accroît depuis quelques années), l'Alliance a lancé deux chantiers à l'issue des Assises internationales de l'édition indépendante de 2014 : un travail de cartographie des politiques publiques du livre en Amérique latine, monde arabe et Afrique subsaharienne (voir AEI 13/6) ; une étude sur la liberté d'éditer dans le monde (voir AEI 13/3/2).
- L'année 2019 se caractérisera par l'aboutissement de ces 2 chantiers importants pour l'Alliance : en effet, ces travaux seront présentés lors de salons et foires du livre, avec qui l'Alliance collabore : Salon du livre de Genève (mai 2019), Salon du livre d'Abidjan (mai 2019) et une Foire du livre en Amérique latine pour la présentation du chantier « Politiques publiques du livre, probablement lors de la Primavera dos libros à Santiago del Chile.
- Ce n'est qu'au terme de l'année 2019 que nous pourrons évaluer finement les résultats issus de ces travaux de longue haleine. Plus généralement, le travail d'évaluation des actions de l'Alliance depuis les dernières Assises internationales de l'édition indépendante (2012-2014) est un des points essentiels des prochaines Assises (2019-2021). "It is true that we can build different thematic groups but we also have to recall that the working groups we have now

are the result of Cape Town and we have to evaluate it before creating more groups”, Guido Indij, Argentine (coordinateur du réseau hispanophone de l’Alliance).

- Ces travaux sont une occasion de renforcer les partenariats stratégiques **de l’Alliance** : Unesco, CERLALC en Amérique latine, pouvoirs publics dans les pays, organisations comme le PEN International, Amnesty International, des ONG œuvrant pour la liberté d’expression...
- **Plus largement, nous analysons depuis quelques années l’impact de nos actions aux yeux d’acteurs institutionnels (par exemple l’Unesco, la Coopération suisse, le ministère de la Culture en France, le ministère de la Culture en Côte d’Ivoire...).** En effet, l’Alliance est « réputée » pour sa liberté de parole et sa cohérence : nous avons toujours préféré renoncer à « être dans les petits papiers » plutôt que de nous « museler ». Cela a été le cas en 2017 quand l’Alliance a ouvertement pointé les incohérences d’une opération de dons de livres en Côte d’Ivoire, **stratégie qui a porté ses fruits étant donné que l’opération de dons de livres n’a pas eu lieu ([voir ici](#)).** Cette « ligne de conduite » claire et ces prises de position régulières, même si elles dérangent parfois nos interlocuteurs, nous permettent **d’être identifiés** comme une organisation de référence et de confiance dans le secteur du livre à l’international. **Cette cohérence va de pair avec la volonté de construire des réseaux humains solides et de participer à une structuration pérenne des marchés du livre pour les éditeurs indépendants. Le travail au long cours, s’il est difficile à défendre devant les partenaires financiers publics dont la tendance est aux projets ponctuels et visibles, porte ses fruits sur le terrain pour les éditeurs et autres professionnels du livre. On le remarque également dans les sphères institutionnelles à travers une reconnaissance croissante de la bibliodiversité et du rôle des éditeurs indépendants.**

Enjeux pour la période en cours

- **Une nouvelle génération d’éditeurs qu’il est important d’intégrer au sein de l’Alliance : l’engagement politique** de cette nouvelle génération se concrétise généralement par des **moyens d’actions plus « pragmatiques »** (mutualisations sur des stands, outils collectifs...) et moins reliés à la sphère politique traditionnelle ;
- La perte de repères et de confiance dans les « anciens » modèles : le circuit classique de diffusion et distribution est questionné par les éditeurs par exemple ; le rôle même de l’éditeur est remis en cause par les auteurs (**montée en puissance de l’auto-édition**) ; la **valeur symbolique de l’éditeur est en perte de vitesse** – et pourtant, les éditeurs indépendants continuent à être parmi les artisans et fers de lance du changement social, de la construction de sociétés démocratiques ;
- La place occupée aujourd’hui par le numérique dans les pratiques de lecture, dans les modes de communication, dans la société de manière générale **n’est finalement plus le cœur** des questionnements des éditeurs, beaucoup ayant pris le tournant du numérique. De nouvelles données sont maintenant à appréhender, par exemple le rôle **de l’intelligence artificielle** dans le processus de création ([cf. texte d’Octavio Kulesz, membre du Labo numérique de l’Alliance à ce sujet](#)).

Les éditeurs indépendants ont conscience de ces enjeux, ils les analysent et les étudient à travers **les livres qu’ils publient mais aussi à travers les actions de leur maison d’édition auprès de la société civile : tous participent d’un mouvement de réflexion, de critique, de dialogue, de propositions** – nécessaires ici et ailleurs. Ces enjeux sont un des points de départ des prochaines Assises internationales de l’édition indépendante 2019-2021 (voir AEI 2 – 22/0).

RAPPEL DE LA NOMENCLATURE COMPTABLE DE L'ALLIANCE

- AEI 0 correspond à l'ensemble des dépenses et recettes liées au fonctionnement de l'association (Bureau, Assemblée générale, ressources humaines, gestion, outils de communication).
- AEI 1 correspond aux dépenses et recettes liées aux activités des réseaux linguistiques, à l'Observatoire de la biodiversité (centre de ressources), au Labo numérique, aux salons et foires du livre, aux ateliers professionnels.
- AEI 2 correspond aux dépenses et recettes liées aux activités des collectifs nationaux et régionaux **membres de l'Alliance**, aux projets inter-réseaux (Jour B par exemple), aux rencontres des alliés (Assises).
- AEI 3 correspond aux programmes de coéditions et de traductions.
- AEI 4 correspond enfin aux partenariats institutionnels et professionnels **de l'Alliance**.

LA MASSE SALARIALE DE L'ALLIANCE EN 2018

- Laurence HUGUES (contrat CDI) : 1 temps plein de janvier à décembre 2018 ; en 2018, 1/4 de son temps de travail est imputé sur **les objectifs AEI 0 (gestion de l'Alliance)** et AEI 4 (partenariats, recherches de soutien) et 3/4 sont imputés sur les objectifs AEI 1 (réseaux linguistiques, Observatoire de la biodiversité) et AEI 2 (collectifs et projets inter-réseaux).
- Clémence HEDDE (contrat CDI) : 1 temps plein de janvier à décembre 2018 ; le temps de travail de Clémence se répartit principalement comme suit en 2018 (3/4 du temps de travail pour AEI 1, suivi et animation du réseau francophone ; préparation, intervention et animation lors de plusieurs rencontres et ateliers et notamment lors de la Foire du livre de Francfort et Observatoire de la biodiversité ; 1/4 pour AEI 3, coordination des coéditions du réseau francophone et pour AEI 4, suivi de la relation aux partenaires).
- Matthieu JOULIN (contrat CDI) : 1 temps plein de janvier à décembre 2018 ; le temps de travail de Matthieu **est dédié notamment au suivi et à l'animation du Laboratoire numérique dont l'organisation d'un atelier numérique (AEI 1), à l'animation des réseaux hispanophone (entre autres HotList) et lusophone et à l'Observatoire de la biodiversité (en particulier le projet de cartographie des politiques publiques du livre – AEI 1), soit 3/4 du temps de travail de Matthieu, ainsi qu'au suivi des relations aux partenaires (AEI 4), 1/4 du temps de travail.**
- Djamilatou DIALLO (stage) : temps plein de mars à juillet 2018. Djamilatou **s'est consacrée durant son stage à une enquête et étude sur l'édition scolaire en Afrique francophone (Observatoire de la biodiversité) ; à la mise en place de la HotList et de la WomenList à la Foire du livre de Francfort 2018, soit l'ensemble de son temps en AEI 1.**

Récapitulatif du temps de travail de l'équipe salariée en fonction des objectifs de l'Alliance

<i>Objectifs</i>	<i>Laurence HUGUES</i>	<i>Clémence HEDDE</i>	<i>Matthieu JOULIN</i>	<i>Djamilatou DIALLO</i>
AEI 0	25 %			
AEI 1	25 %	75 %	87,5 %	100 %
AEI 2	12,5 %			
AEI 3	12,5 %	12,5 %		
AEI 4	25 %	12,5 %	12,5 %	

Comme les deux années précédentes, on constate que le **temps de travail de l'équipe est principalement centré sur l'objectif AEI 1** en 2018 (ateliers, rencontres et salons du livre et Observatoire de la bibliodiversité – dont études, cartographies...) **et sur l'objectif AEI 4** (recherches de financements et suivi des partenariats).

L'ANNÉE 2018, LE BILAN CHIFFRÉ

Dépenses et recettes par objectif

Les chiffres en rouge sont ceux de 2018 ; ceux en noir concernent l'année 2017.

Objectifs	Total banque et caisse	
	Recettes	Dépenses
AEI 0 – GESTION, PROMOTION, ANALYSE (Fonctionnement de l'association, outils d'information et de communication, ressources humaines)	3 377,34 € 3 633,19 €	164 622,83 € 149 093,22 €
AEI 1 – APPROCHE GEOGRAPHIQUE ET LINGUISTIQUE (Vie des réseaux, rencontres des réseaux linguistiques, opérations de croisement entre les réseaux, Observatoire de la bibliodiversité, Labo numérique, salons et foires du livre, ateliers professionnels)	74 060,25 € 42 922,50 €	65 709,54 € 52 655,15 €
AEI 2 – RESEAUX ET GROUPES D'EDITEURS (Soutien à des collectifs ou des réseaux d'éditeurs, soutien à la promotion et à la diffusion des œuvres des membres, Assises internationales de l'édition indépendante)	/ 1 397,55 €	273,65 € 3 254,00 €
AEI 3 – PROGRAMME DE SOUTIEN AUX COEDITIONS ET TRADUCTIONS (Collections en littérature : « Terres solidaires », coéditions jeunesse, coéditions en sciences humaines, etc.)	10 288 € 22 394,00 €	63,20 € 18 304,22 €
AEI 4 – PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET FINANCIERS (Fondations, organisations internationales, pouvoirs publics, ONG, autres alliances, etc.)	180 000 € 150 000,00 €	89,30 € 636,06 €
TOTAUX AEI 0, 1, 2, 3 et 4	267 725,59 € 297 336,23 €	230 758,52 € 226 525,53 €

Il est à noter que la seule subvention apparaissant en AEI 4 (Partenaires institutionnels) est celle de la Fondation Charles Léopold Mayer (180 000 euros) venant couvrir en grande partie le fonctionnement de l'association (AEI 0) ; les autres subventions perçues en 2018 sont réparties au sein de AEI 1 et AEI 3, en fonction des projets pour lesquelles elles sont dédiées.

Détails des recettes pour l'année 2018

Les chiffres en noir sont ceux de 2018 ; ceux en gris concernent l'année 2017 ; ceux en bleu l'année 2016.

Type de recettes	Montant de la subvention, en €	Perçu en 2018	Reste à percevoir en 2019	Répartition des recettes, en %
Subventions 2018				
FPH	180 000 <i>150 000</i> <i>150 000</i>	180 000		
OIF / DLFCO	10 000 <i>10 000</i> <i>16 000</i>	8 000	2 000	
OIF / DFEN	47 105 <i>35 315</i> <i>34 785</i>	47 105		
Fondation de France (tranche 2)	22 440 <i>/</i> <i>28 050</i>	22 440		
Sous-total subventions 2018		257 545 €		
Reliquat subvention OIF / DLFCO 2017		2 000		
Participation aux frais des éditeurs – année 2018		3 045,81		
Participation aux frais des éditeurs – coédition « Terres solidaires » 2017		288		
Divers (remboursements, retours de fonds suite à des virements internationaux...)		4 846,78		
Sous-total autres		10 180,59 €		
TOTAL		267 725,59 €		

PREMIERS ÉLÉMENTS D'ANALYSE DES CHIFFRES

En 2018, l'Alliance a un résultat négatif de 8 251,61 euros (contre un résultat positif de 25 181,39 euros en 2017). Ce résultat négatif, qui s'explique notamment par une légère baisse des subventions en 2018, s'équilibre avec les résultats positifs des années 2016 et 2017. Toutefois, il sera nécessaire de revenir à un résultat positif ou du moins à l'équilibre en 2019.

L'écart équivalent de + 36 967,07 euros entre les recettes et les dépenses 2018 (voir tableau récapitulatif ci-dessus) correspond en partie aux soutiens obtenus en 2016 et 2017, réservés en 2018 et non utilisés en 2018 (Fondation Un monde par tous, Fondation de France, don de Claude Calame...).

De fait, lors de l'établissement du budget prévisionnel 2019, le montant de 43 960 euros a été estimé nécessaire (soit un montant supérieur à 35 967 euros) pour la finalisation d'activités entamées en 2017 mais non achevées en 2018. Ce montant de 43 960 euros a ainsi été réservé en 2019, mais n'est pas visible dans la comptabilité analytique de l'Alliance, qui se base uniquement sur les entrées et sorties réelles d'argent sur l'année.

La différence entre ce montant de 43 960 euros (réservé pour 2019) et l'écart constaté entre les recettes et dépenses 2018, d'un montant de 35 967 euros, explique en partie le résultat négatif de l'exercice 2018 : $43\,960\text{ €} - 36\,967,07\text{ €} = 6\,992,92\text{ €}$

Enfin, les opérations de coéditions solidaires dans le cadre de la collection « Terres solidaires » (AEI 3) ont été clôturées cette année afin d'apurer totalement ces comptes : plusieurs participations aux frais des éditeurs sur des projets de coéditions de 2016 et 2017 qui ne nous ont pas été remboursées jusqu'à présent ont été passées en perte, afin d'assainir ces comptes. La décision de passer en perte ces « dettes éditeurs » a été prise dans la mesure où les éditeurs en question sont en posture de retrait au sein de l'association. Ces éditeurs, de fait, ne peuvent plus participer à de futurs projets de coédition (sauf s'ils règlent leurs dettes évidemment) : la rigueur financière des projets collectifs est une des conditions primordiales pour le bon déroulement des partenariats éditoriaux et pour les relations de confiance entre membres. Il s'agit d'un des éléments sur lequel l'équipe permanente de l'Alliance veille attentivement.

Les apports en nature¹ en 2018 sont d'un montant de 26 600 euros (contre 30 730 euros en 2017). Ils sont détaillés en fin de rapport. Les apports en nature sont également inscrits dans le bilan comptable lors de la certification des comptes de l'association, permettant de valoriser ces soutiens indirects dans les comptes de l'Alliance (voir page 22 de la plaquette Sofideec).

La valorisation comptable du bénévolat pour 2018 est de 33 525 euros (contre 34 425 euros en 2017). Le détail se trouve là aussi en fin de rapport (et page 18 de la plaquette Sofideec).



¹ Les apports en nature comprennent autant les prêts de salle ou la mise à disposition gracieuse de matériel que les soutiens indirects que l'Alliance a perçus en 2018 (prise en charge du billet d'avion d'un éditeur via un Institut français par exemple).

Gestion, promotion et analyse (AEI 0)

FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION (AEI 01)

Réunions de Bureau, Assemblée générale de l'association et réunion entre l'équipe et les membres du Bureau : 280,74 euros (contre 319,75 euros en 2017)

Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (CIEI)



Les dépenses relatives à la rencontre annuelle du CIEI s'élèvent à 12 072,71 euros (contre 11 072,77 euros en 2017).

La rencontre du CIEI est un moment « spécial », où sont discutés les activités des réseaux de l'Alliance, les projets à venir, les questionnements et points stratégiques ainsi que la gouvernance de l'association. Il s'agit d'une rencontre annuelle essentielle dans la vie de l'Alliance, souvent déterminante en termes d'orientations et de choix.

En 2018, de nouvelles et nouveaux coordinatrices, coordinateurs, vice-coordinatrices et vice-coordonateurs ont intégré le CIEI : nous avons ainsi proposé une journée « découverte » du CIEI, permettant aux nouveaux venus d'en comprendre le fonctionnement et le rôle. Cette journée a par ailleurs été l'occasion d'étudier les décisions prises lors des précédents CIEI et d'analyser leurs impacts sur la gouvernance actuelle de l'Alliance et dans l'optique des Assises de l'Alliance (2019-2021). La vie des réseaux et des groupes thématiques de l'Alliance ont été également au cœur des discussions : projets en cours, enjeux, perspectives... Une session de la rencontre était dédiée aux droits culturels, en présence notamment de [Lionel Maurel](#) (bibliothécaire, juriste et membre de la Quadrature du Net) et [Patricia Coler \(Ufisc\)](#). Enfin, une journée était dédiée à la construction des prochaines Assises internationales de l'édition indépendante (voir décisions prises en AEI 2 - 22/0).

Composition du CIEI en 2018 :

- Samar HADDAD, Syrie (Atlas Publishing), coordinatrice du réseau arabophone
- Müge SOKMEN-GURSOY, Turquie (Metis Publishers), coordinatrice du réseau anglophone
- Colleen HIGGS, Afrique du Sud (Modjaji Books), vice-coordinatrice du réseau anglophone
- Aliou SOW, Guinée Conakry (Ganndal), coordinateur du réseau francophone



- Paulin ASSEM, Togo (AGO Media), vice-coordonateur du réseau francophone
- Élisabeth DALDOUL, Tunisie (elyzad), vice-coordinatrice du réseau francophone
- Guido INDIJ, Argentine (la marca editora), coordinateur du réseau hispanophone
- Mariana WARTH, Brésil (Pallas Editora), coordinatrice du réseau lusophone
- Carla OLIVEIRA, Portugal (Orfeu Negro), vice-coordinatrice du réseau lusophone
- Anahita MEHDIPOUR, Allemagne/Iran (Forough Verlag), coordinatrice du réseau persanophone
- Tinouche NAZMJOU, France/Iran (Naakojaa), coordinateur du réseau persanophone

Le compte-rendu complet du CIEI 2018 est [disponible ici](#).



Croquis réalisés en direct du CIEI 2018 par Mariette Robbes, membre du Bureau de l'Alliance.

Participations aux frais (PAF) des éditeurs

En 2018, le montant des PAF reçu est de 3 355,81 euros – représentant 19 PAF au total.

Sur ces 19 PAF, 3 sont relatives à l'année 2017 (mais reçues seulement en 2018), représentant 260 euros et 2 sont relatives à l'année 2019 (mais perçues en 2018), représentant un montant de 100 euros.

Pour l'année 2018, ce sont donc 11 maisons d'édition et 3 collectifs d'éditeurs qui ont participé aux frais annuels de l'association (contre 10 maisons d'édition et 2 collectifs en 2017) : 7 maisons d'édition du réseau francophone ; 1 maison d'édition du réseau hispanophone ; 2 maisons d'édition du réseau anglophone ; 1 maison d'édition italienne ; 3 collectifs membres (KWS en Allemagne, Editores del Chile au Chili et SWIPS en Suisse), soit un montant de 3 045,81 euros.

L'ensemble de AEI 01 a généré 12 403,45 euros de dépenses – comprenant 50 euros de perte en plus des frais de réunions et AG et des frais du CIEI (contre 11 392,52 euros en 2017) et 3 355,81 euros de recettes (contre 3 431,68 euros en 2017).

OUTILS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION (AEI 02)

Traductions de fonctionnement et des newsletters (français, anglais et espagnol)

Les traductions ont généré des dépenses de 4 745,20 euros (contre 3 343,98 euros en 2017), dont 1 552 euros pour la révision du site Internet de l'Alliance en anglais et espagnol et 3 190,20 euros pour les traductions de fonctionnement de l'association (courriers aux éditeurs, compte-rendu de décisions de gouvernance...).

Site Internet de l'Alliance

Cette année, s'ajoutent aux dépenses « classiques » liées au site Internet (hébergement, maintenance, nom de domaine), la création d'une boutique de vente en ligne réalisée pour la commercialisation de la revue *Bibliodiversity* (voir en AEI 13/5/0). Cette boutique en ligne pourra bien entendu être utilisée pour la vente d'autres productions de l'Alliance (par exemple des études ou analyses que nous souhaiterions commercialiser). L'ensemble des dépenses est ainsi de 1 483,19 euros en 2018 (contre 373,80 euros en 2017).

Newsletter mensuelle de l'Alliance

En 2018, l'Alliance a publié 8 newsletters (systématiquement dans les 3 langues de communication de l'Alliance : anglais, espagnol et français).

La newsletter est consultée en moyenne par 32 % des destinataires qui la reçoivent (elle l'était par 33 % des inscrits en 2017). Les frais de traduction relatifs à la newsletter sont de 1 348,69 euros en 2018.

Portraits des éditeurs membres de l'Alliance par le webmagazine ActuaLitté



Depuis octobre 2016, l'Alliance a passé un partenariat avec le web magazine ActuaLitté, spécialisé « monde du livre », dont l'audience est forte dans l'espace professionnel francophone. Tous les deux mois, une interview d'une éditrice ou d'un éditeur de l'Alliance est ainsi publiée, occasion de faire entendre la voix des membres et de valoriser le réseau international de l'Alliance.

En 2018, 6 interviews ont été publiées :

- [Amanda Crocker \(Between the Lines, Canada\)](#),
- [Dieulermesson Petit Frère \(LEGS Édition, Haïti\)](#)
- [Corinne Fleury \(Atelier des nomades, Ile Maurice\)](#),
- [Abdulai Sila \(Ku Si Mon, Guinée Bissau\)](#),
- [Susan Hawthorne \(Spinifex Press, Australie\)](#),
- [Dan Bomboko \(Elondja, République démocratique du Congo\)](#).

L'ensemble de AEI 02 (outils d'informations) a engendré 7 577,08 euros de dépenses (contre 3 717,78 euros en 2017).

GESTION ET FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION HORS ANIMATION (AEI 04)

- Fonctionnement du compte courant BNP Paribas (AEI 04/0) : total des dépenses de 1 269,27 euros (contre 1 541,84 euros en 2017) :
 - Abonnement BNPnet pour la période de décembre 2017 à novembre 2018 : 668,52 euros
 - Autres frais (frais de gestion et transfert compte Paypal) : 153,63 euros
 - Frais sur transferts internationaux : 447,12 euros
- Certification des comptes **de l'Alliance** par le cabinet SOFIDEEC : 2 400 euros
- Assurance de **l'Alliance** à la MACIF : 745,67 euros (contre 740,03 euros en 2017)
- Frais **d'affranchissement** et coursiers : 95,75 euros (contre 161,35 euros en 2017)
- Fournitures de bureau : 160,17 euros (contre 90,34 euros en 2017)
- Renouvellement du matériel informatique (ordinateur portable, écran) : 939,13 euros
- Contrat de maintenance informatique (forfait de 12 heures) et réparation informatique : 1 827,17 euros
- Fournitures informatiques : 497,48 euros (contre 552,49 euros en 2017)
 - Abonnement Dropbox : 406,49 euros
 - Abonnement Google Play (espace stockage) : 23,88 euros
 - Cartouches encre : 67,11 euros
- Café : 274,50 euros (contre 176 euros en 2017).

L'ensemble de AEI 04 (gestion et fonctionnement) a engendré 8 209,14 euros de dépenses (contre 5 662,05 euros en 2017).



ANIMATION ET SALAIRES (AEI 05)

- Salaires des CDI (AEI 05/0) : 69 311,10 euros (contre 68 493,56 euros en 2017) dont :
 - 66 148,60 euros (salaires 3 salariés CDI à temps plein) ;
 - 1 745,10 euros (trajets en train entre Bordeaux et Paris de Laurence Hugues dans le **cadre de son télétravail, soit 9 allers et retours en 2018 et l'abonnement à la carte Fréquence pour l'année 2018**) ;
 - 1 418,10 euros **de mutuelle (l'Alliance prend en charge 60 % du coût de la mutuelle, les 40 % restants étant à la charge des salariés).**
- Sécurité sociale (URSSAF – AEI 05/1) : 49 649 euros (contre 42 773 euros en 2017)
- **Stage à l'Alliance** (Djamilatou Diallo) : 2 448,02 euros
- Politique de bénévolat (AEI 05/11) : 44 euros

- Cotisations Agessa (AEI 05/12) : 12 euros (contre 2 euros en 2017)
- Chèques déjeuner (AEI 05/14) : 1 358,74 euros (contre 2 757,83 euros en 2017)
- Caisses de retraite (AEI 05/2) : 9 590,05 euros (contre 9 302,80 euros en 2017)
- Gestion du « social » (cabinet Sofideec – AEI 05/4) : 1 476 euros (contre 1 329,60 euros en 2017)
- Médecine du travail (SEMSI – AEI 05/5) : 358,20 euros
- Mutuelle (Chorum – AEI 05/6) : 1 015,05 euros (contre 1 009,27 euros en 2017)
- Formation continue (Uniformation – AEI 05/7) : 1 171 euros (contre 2 076 euros en 2017)

L'activité AEI 05 (ressources humaines et charges) a engendré au total 136 433,16 euros (contre 128 320,87 euros en 2017).

Soutien Fondation Charles Léopold Mayer : une majeure partie du soutien annuel de la FPH, d'un montant total de 180 000 euros en 2018, est dédié à couvrir les dépenses « Animation et salaires ».



Totaux AEI 0

164 622,83 euros de dépenses (contre 149 093,22 euros en 2017) et 3 377,34 euros de recettes (contre 3 633,19 euros en 2017).

Approche géographique et linguistique (AEI 1)

LES ALLIÉS

Composition de l'Alliance au 30 juin 2019

L'Alliance compte à ce jour 557 membres dans 55 pays (contre 550 éditeurs de 52 pays en 2017) :

- 95 membres directs ; 3 membres observateurs
- 14 collectifs, soit 459 membres indirects (11 collectifs, soit 315 membres indirects en 2017) ;
- 55 pays représentés
- 46 % de femmes ; 54 % d'hommes

Répartition des 112 entités (maisons d'édition + collectifs + membres observateurs)	Nombre	Pourcentage
Réseau anglophone	17	15
Réseau arabophone	7	6
Réseau francophone	50	45
Réseau lusophone	7	6
Réseau hispanophone	22	20
Réseau persanophone	5	4
Autres langues	4	4
Total	112	100

Répartition des 557 membres	Nombre	Pourcentage
Réseau anglophone	126	22
Réseau arabophone	7	1
Réseau francophone	76	14
Réseau lusophone	106	19
Réseau hispanophone	187	34
Réseau persanophone	5	1
Autres langues	50	9
Total	557	100

Répartition géographique, sur la base de 112 entités		
Afrique	39	35
Amérique latine	22	20
Amérique du Nord	8	7
Europe	32	29
Moyen Orient	5	4
Asie	5	4
Océanie	1	1
Total	112	100

6 nouvelles adhésions formelles en 2018

- 2 adhésions dans le réseau francophone : Vallesse éditions en **Côte d'Ivoire** et Éditions Tombouctou au Mali
- 2 adhésions dans le réseau anglophone : Marjin Kiri en Indonésie et Victorina Press au Royaume Uni
- 1 adhésion dans le réseau persanophone : Diyar-e Ketab au Danemark
- 1 adhésion dans le réseau hispanophone : Editores Independientes de Ecuador (collectif) en Équateur

Bienvenue !



RÉSEAUX LINGUISTIQUES (AEI 12) - RAPPELS

Les 6 réseaux linguistiques actuels de l'Alliance ([voir ici](#)) sont :

- des espaces de réflexion, de dialogue et de connaissance entre éditeurs.

Une des attentes fortes des éditeurs étant de développer et favoriser les échanges et les projets entre pays et cultures, les groupes thématiques de l'Alliance sont renforcés :

- Des groupes de travail thématiques, à vocation de plaider, de recherches, d'analyse... dans le prolongement des 5 groupes de l'Observatoire de la bibliodiversité ([voir ici](#)) déjà existants (**politiques publiques du livre ; liberté d'édition ; don de livres ; coopérations/éditions solidaires ; édition en langues locales et nationales**). À la demande de plusieurs éditeurs, de nouveaux groupes de travail thématiques et ponctuels pourront être créés : un groupe de travail sur **l'Europe**, un groupe de travail sur **une action ponctuelle de plaider**, etc.
- Des groupes de travail par affinité de catalogues, à **vocation d'échanges** et de réalisation de projets éditoriaux communs : un groupe « littérature jeunesse », un groupe « édition féministe », etc.

La majeure partie des activités de l'Alliance en 2018 sont des activités thématiques, qui ne se retrouvent pas en AEI 12 mais au sein d'autres entrées : par exemple « Cartographies des politiques publiques du livre (AEI 13/6) » pour les réseaux francophone ou hispanophone ; « Partenariats éditoriaux (AEI 3) »

pour le réseau francophone ; « **Étude sur la liberté d'éditer** » (AEI 13/3/2) pour l'ensemble des réseaux, etc. Les dépenses directement liées aux réseaux linguistiques sont au final peu visibles ici. Au vu de l'orientation de plus en plus forte des groupes thématiques (et des activités thématiques de fait), la partie « Réseaux linguistiques » de la nomenclature comptable perd de sa pertinence. Nous pourrions envisager, à partir de 2019, que les projets des réseaux soient listés dans cette partie AEI 12, mais analysés comptablement et détaillés dans des parties plus adaptées et « logiques » de la nomenclature. Par exemple : le Salon du livre non censuré, présenté ici dans la partie « Réseau persanophone » pourrait trouver sa place dans la partie « Salons et foires du livre » (AEI 14/0) ; les projets de partenariats éditoriaux (présentés pour certains ici) pourraient être présentés en AEI 3 (partie dédiée aux programmes de coéditions et traductions), etc.

RÉSEAU ARABOPHONE (AEI 12/0)

- Cartographie des politiques publiques du livre, voir « Observatoire de la bibliodiversité » (AEI 13/6).

RÉSEAU FRANCOPHONE (AEI 12/1)

- Assises de l'édition de Genève, voir « Salons et foires du livre » (AEI 14/0/3)
- Partenariats éditoriaux (collection « Terres solidaires »), voir « Partenariats éditoriaux » (AEI 31/8)
- Ateliers thématiques sur le numérique, voir « Rencontres/formations professionnelles » (AEI 14/5)
- Cartographie des politiques publiques du livre, voir « Observatoire de la bibliodiversité » (AEI 13/6)
- Réunion des éditeurs du réseau francophone de l'Alliance à Paris (France), 20 mars 2018. Au programme : échange d'expériences sur la diffusion et distribution des éditeurs indépendants ; construction collective de projets pour la période 2019-2021 ; actualités des maisons d'édition...

Total réseau francophone : les dépenses totales du réseau francophone en 2018 (hors projets de coéditions et ateliers) sont de 854,10 euros (contre 345,39 euros en 2017).

RÉSEAU PERSANOPHONE (AEI 12/4)

Salon du livre de Téhéran non censuré, 3e édition, Europe et Amérique du Nord, 4-27 mai 2018



Des éditeurs persans basés en Europe et en Amérique du Nord organisent depuis trois ans, en mai, le [Tehran Book Fair, Uncensored](http://www.TehranBookFair.com), en même temps que le Salon du livre de Téhéran en Iran.



Éditeurs, auteurs et traducteurs de langue persane se réunissent dans différentes villes européennes et nord-américaines afin de diffuser des livres persans (notamment censurés en Iran) et des livres sur l'Iran (traduits en français, anglais, allemand...). Une occasion unique pour connaître la littérature et les écrits qui échappent aux mains des censeurs. Une littérature libre. Des voix étouffées qui s'expriment.

Du 4 au 27 mai 2018, le Salon du livre non censuré se tenait dans les villes suivantes : Londres (UK), Markham (Ontario, Canada), Cologne (Allemagne), Hambourg (Allemagne), Paris (France), Bremen (Allemagne), Berlin (Allemagne), Copenhague (Danemark)

Lire ici [article publié par Publishing Perspectives](#).

L'Alliance soutient le Salon du livre de Téhéran non-censuré depuis sa création. En 2018, l'Alliance a apporté un soutien de 3 000 euros à cette activité.

Coédition du réseau persanophone



Muhammad. A final reckoning, Hamed ABDEL-SAMAD, septembre 2018

Cet essai est une traduction de l'allemand vers le farsi (édition originale : *Mohamed. Eine Abrechnung*, Droemer Verlag, octobre 2015).

Une coédition entre Forough Verlag et Pouya Publishing (Allemagne), Khavaran (France) et Pegah Publishing (Canada).

Lire la [présentation du livre ici](#).

L'Alliance a soutenu ce projet de coédition à hauteur de 600 euros en 2018.

Les documents de gouvernance essentiels de l'Alliance ont également été traduits en persan en 2018, soit 646,41 euros de dépenses.

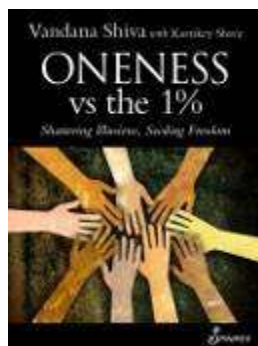
Total réseau persanophone : les dépenses totales du réseau persanophone en 2018 sont de 4 246,41 euros (contre 1 800 euros en 2017).

RÉSEAU LUSOPHONE (AEI 12/5)

- HotList latino-américaine, voir « Salons et foires du livre » (AEI 14/0/1)

RÉSEAU ANGLOPHONE (AEI 12/6)

Coédition du réseau anglophone



Oneness vs 1 %, Vandana SHIVA and Kartikey SHIVA, septembre 2018

Une coédition entre Women Unlimited (Inde), Spinifex Press (Australie) et New Internationalist (UK).

Lire la [présentation du livre ici](#).

Couverture de la version indienne (à gauche) ; couverture de la version australienne (à droite)

Cette coédition n'a pas reçu le soutien financier de l'Alliance, mais illustre les projets de partenariats qui se mettent en place entre membres de l'Alliance, sans pour autant être soutenus directement par l'Alliance.

RÉSEAU HISPANOPHONE (AEI 12/7)

- Cartographie des politiques publiques du livre, voir « Observatoire de la bibliodiversité » (AEI 13/6)
- HotList latino-américaine, voir « Salons et foires du livre » (AEI 14/0/1)

Total pour l'ensemble des réseaux linguistiques en 2018 : 6 276,51 euros (contre 3 465,06 euros en 2017). Parmi les dépenses non listées ici, nous comptons des frais de réunion avec des éditeurs des différents réseaux lors de leur passage à Paris notamment.

CROISEMENT DES RÉSEAUX LINGUISTIQUES (AEI 12/9)



Indie Book Day, 24 mars 2018

Lors de l'Indie Book Day (dernier samedi du mois de mars), les éditeurs et libraires indépendants convient les lecteurs à se rendre dans leur librairie indépendante pour acheter un livre édité par un éditeur indépendant. Les lecteurs sont ensuite invités à publier une photo du livre sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram...), accompagnée du hashtag #indiebookday.

[En savoir plus ici.](#)

Journée internationale de la bibliodiversité, 21 septembre 2018

9^e édition du Jour B le 21 septembre 2018, jour du printemps dans l'hémisphère Sud !

Le Jour B est une initiative née sous l'impulsion d'éditeurs indépendants en Amérique latine... disséminée aux quatre coins du globe. Pique-niques, lectures, lâchers de livre, débats... les activités du Jour B sont relayées sur le [blog du Jour B](#) et sur les [réseaux sociaux](#).



Cette année encore, [une vidéo en 3 langues a été réalisée](#), par une équipe professionnelle au Chili, et diffusée à travers les différents réseaux linguistiques de l'Alliance.

Cette activité a engendré 1 601 euros de dépenses (contre 1 500 euros en 2017).

OBSERVATOIRE DE LA BIBLIODIVERSITÉ - CENTRE DE RESSOURCES, RECHERCHES ET ANALYSES (AEI 13)

Observatoire de la bibliodiversité : un résumé des activités en 2018

Centre de ressources en ligne : à consulter [ici](#)

Groupes de travail thématiques **de l'Observatoire**

- [1/ Politiques publiques du livre](#)

-finalisation des récoltes de données en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et Madagascar, dans le monde arabe ; traitement des données (analyses et cartographies)

-articles et analyses (voir ressources en lignes, dont « [Réconcilier le droit d'auteur, les droits culturels et les droits sociaux](#) », Lionel Maurel, avril 2018 ; « [La participation des éditeurs dans la construction de la politique nationale du livre et de la lecture au Chili](#) », Paulo Slachevsky, mars 2017

- [2/ Liberté d'éditer : étude inédite en cours](#)
- [3/ Partenariats éditoriaux solidaires \(voir ressources et outils en ligne – cf. Kit de l'édition francophone, mai 2018\)](#)
- [4/ Édition en langues locales et nationales \(voir ressources et outils en ligne\)](#)
- [5/ Repenser le don de livres \(voir ressources et outils en ligne : tables rondes et sensibilisation – cf. « Don de livres : la Côte d'Ivoire rompt l'accord passé avec le SNE / Electre », ActuaLitté, 25 avril 2018\)](#)
- [6/ Marché du livre scolaire : enquête interne réalisée auprès des membres dans 7 pays d'Afrique francophone](#)

Labo numérique

- « [BD africaine et numérique](#) » : entretien avec Paulin Assem des éditions AGO Média (Togo)
- [L'édition numérique en Inde \(étude en 3 volets\)](#) : boom du commerce en ligne, numérisation et démonétisation des paiements, par Octavio Kulesz
- [L'impression numérique de livres en Afrique de l'Ouest et Madagascar](#) : étude de faisabilité d'implantation de structures d'impression numérique pour les éditeurs indépendants, par Gilles Colleu
- « [Culture, machines et plateformes : l'intelligence artificielle et son impact sur la diversité des expressions culturelles](#) », rapport d'Octavio Kulesz pour l'Unesco

L'Observatoire de la bibliodiversité dans son ensemble a généré 8 325,40 euros de dépenses (contre 948,50 euros en 2017) sachant qu'une part importante des dépenses consiste en du temps de travail en 2018.

Soutien Fondation de France : 22 440 euros (tranche 2/3)

Cartographies des politiques publiques du livre (AEI 13/6)

Rappel des étapes de ce projet :

1/ Récolte de données sur les politiques publiques du livre dans 3 zones, Amérique latine/Espagne, monde arabe et Afrique subsaharienne/ Madagascar (à partir d'un questionnaire commun, permettant ensuite de faire des comparaisons entre les zones).

Amérique latine-Espagne :

- la récolte de données a été réalisée par Andrés Fernandez, étudiant en Master « Gestion des politiques publiques » à l'Université du Chili, sous la houlette de deux éditeurs chiliens membres

de l'Alliance, Paulo Slachevsky (LOM Ediciones) et Juan Carlos Sáez (JC Sáez Editor). Elle a été finalisée en 2018.

- Résultats obtenus : 51 réponses de 11 pays (Argentine, Uruguay, Chili, Mexique, Honduras, Colombie, Équateur, Bolivie, Costa Rica, Guatemala, Pérou).

Afrique subsaharienne-Madagascar :

- la récolte de données a été réalisée par le collectif Losange Consulting au Cameroun (structure spécialisée sur les enjeux relatifs au secteur culturel et au livre en particulier), sous la **responsabilité de Serge Dontchueng Kouam (Presses universitaires d'Afrique, Cameroun), éditeur membre de l'Alliance. Elle a été finalisée en 2018.**
- Résultats obtenus : 35 réponses reçues de 11 pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Togo, Madagascar, Niger, Rwanda, Côte d'Ivoire, Sénégal, Guinée Conakry, Mali).

Monde arabe :

- la récolte de données a été réalisée par Samar Haddad (Atlas Publishing), éditrice membre de l'Alliance basée en Syrie, suite à un travail préalable mené par un cabinet d'expertise tunisien, Smarteco.
- Résultats obtenus : 11 réponses de 7 pays (Maroc, Tunisie, Syrie, Palestine, Égypte, Arabie saoudite, Liban).

La récolte n'est pas finalisée dans cette zone-ci – malgré les efforts considérables de Samar Haddad. Le contexte politique, économique et social dans beaucoup des pays de la zone n'est pas propice à un tel travail actuellement... Il a ainsi été décidé de stopper le travail de récolte de données pour l'heure.

2/ Analyse des données – étapes en cours entre 2018 et 2019

L'analyse des données pour les zones Amérique latine et Afrique subsaharienne a réellement démarré en septembre 2018, avec une publication des résultats prévue au 1^{er} semestre 2019.

3 types de ressources sont attendus :

- Des études sur les politiques publiques du livre en Afrique francophone et Amérique latine : **publication au sein de l'Observatoire de la bibliodiversité**, par les éditeurs et via les partenaires => 1^{er} semestre 2019
- Des cartographies (infographies) => **publication au sein de l'Observatoire de la bibliodiversité**, par les éditeurs et via les partenaires => septembre 2019
- Des articles universitaires – synthèses des études publiées au sein de la [revue Bibliodiversity](#) => 1^{er} semestre 2019

Binôme d'universitaires, co-signataires des études et des articles universitaires :

- Amérique latine : Andrés Fernandez
- Afrique subsaharienne/Madagascar : Luc Pinhas

Cartographie ?? Explication...

Les cartographies permettront d'illustrer le travail d'analyse des données, de venir préciser l'analyse. Les cartographies ont pour objectif de mettre en évidence visuellement des lacunes ou bonnes pratiques dans les pays : par exemple, quelles mesures sont en place, quels dispositifs sont en cours de développement, quels dispositifs n'existent pas... ; de dresser en conséquence des propositions prioritaires et concrètes pour chacun des pays et zones étudiés.

La méthodologie et les outils utilisés pour la mise en place du projet sont communs aux deux zones étudiées (Amérique latine et Afrique subsaharienne/Madagascar), permettant de comparer les dispositifs de soutien, les bonnes pratiques et d'identifier les lacunes et les besoins entre chaque pays d'une même zone, mais également entre les deux zones.

Ce travail conduira à la construction d'un outil de mesure de la bibliodiversité au sein de l'Observatoire de la bibliodiversité. Il s'agit ici de proposer une série d'indicateurs permettant de mesurer et évaluer le

degré de bibliodiversité de l'action des pouvoirs publics – et par ce biais-là de renforcer et consolider le rôle des éditeurs indépendants et des collectifs professionnels nationaux et régionaux auprès des pouvoirs publics et des organismes régionaux/internationaux.

Présentation du projet à mi-parcours en 2018

En 2018, une présentation publique à mi-parcours du travail sur les cartographies des politiques publiques du livre dans 12 pays d'Afrique subsaharienne a été faite lors du Salon du livre de Genève (mai 2018), permettant de mettre en avant des premiers éléments d'analyse pour cette zone :

- Concernant les dispositifs de soutien à l'édition : **le soutien public en termes d'appui financier au développement des structures du livre demeure une exception et souffre d'une faible lisibilité** dans sa mise en œuvre, lorsqu'il existe dans certains pays.
- En termes de mesure de réglementation du marché : on observe qu'une pratique récurrente sous diverses formes de la concurrence déloyale, notamment entre les acteurs privés et publics ou entre les acteurs locaux et les multinationales étrangères, continue de gêner le développement harmonieux de **l'édition dans les pays du champ d'étude**.
- En termes de propriété intellectuelle : **il ressort des premiers éléments récoltés qu'il existe une volonté politique de plus en plus affirmée de réglementer la propriété intellectuelle et en particulier la propriété littéraire et artistique**. La compréhension des notions de droits moraux et patrimoniaux progresse mais la prise en compte de la dimension numérique laisse apparaître des **lacunes importantes de l'ensemble des parties prenantes**.

Voir : « [Liberté d'éditer, financements, fiscalité : politiques du livre en Afrique](#) », ActuaLitté, 25 avril 2018 (*Assises de l'édition francophone à Genève*)

Un atelier sur les politiques publiques du livre en Afrique francophone réunissant des professionnels du livre mais aussi des représentants des pouvoirs publics algérien, tunisien, sénégalais, ivoirien, camerounais, est venu clôturer cette présentation publique, et a permis de conforter plusieurs pistes, particulièrement au niveau du secteur du livre scolaire, secteur stratégique pour **l'édition en Afrique francophone**. **Selon le Directeur du livre (ministère de la Culture) de la Côte d'Ivoire, « il faut que l'État injecte directement de l'argent dans le marché du manuel scolaire afin que les éditeurs locaux puissent y participer. Les appels d'offres de la Banque mondiale seuls ne peuvent pas permettre aux éditeurs locaux de participer au marché du scolaire ».**

Par rapport à la circulation des textes en Afrique francophone, plusieurs enjeux ont été rappelés :

- mettre en place un « Francfort africain » **en Afrique (des tentatives sont déjà à l'œuvre, à redynamiser et à inscrire dans des salons existants en Afrique, avec une concertation nécessaire entre les pays pour que les salons ne se concurrencent pas mais se complètent)**. Dans cette **optique, l'Alliance organise en mai 2019, lors du Salon international du livre d'Abidjan un espace « business »** dédié à des échanges de droits entre professionnels, comme cela se fait à la Foire du livre de Francfort.
- créer un fonds multilatéral de soutien à la circulation des textes entre pays africains, pour soutenir les cessions et coéditions de droits entre professionnels de différents pays ;
- développer la reconnaissance de la **littérature africaine avec la multiplication d'agents littéraires**, de concours régionaux et internationaux, dans le but de construire des critiques littéraires africains.

Ces constats et propositions seront (parmi d'autres) au cœur des résultats publiés en 2019, lors du lancement de ce travail sur les politiques publiques du livre, qui aura lieu en Côte d'Ivoire, lors du **Salon international du livre d'Abidjan en mai 2019**. L'objectif pour l'Alliance est d'alimenter le plaidoyer des éditeurs indépendants, afin qu'ils soient davantage outillés face aux pouvoirs publics de leur pays/région. **Hormis un état des lieux de l'existant, il s'agit ainsi de contribuer à la co-construction de politiques publiques du livre garantes de la bibliodiversité.**

Une présentation publique de la cartographie des pays latino-américains sera faite quant à elle au Chili en septembre 2019.

Voir aussi : « [La participation des éditeurs dans la construction de la politique nationale de la lecture et du livre au Chili](#) », Paulo Slachevsky, [Lom Ediciones \(Chili\)](#), membre de l'association [Editores de Chile](#) et de l'Alliance. Ce texte est la retranscription de l'intervention de Paulo Slachevsky lors de la [rencontre sur les politiques publiques du livre dans le monde arabe : regards croisés avec le Chili et la France, 30 mars 2017, Tunis](#)

Cette activité **n'a pas généré** de dépenses en 2018 (elles apparaîtront en revanche en 2019) si ce n'est du temps de travail, considérable, pour le suivi de ce travail.

Actions de plaidoyer (AEI 13/2)

« [Nous, éditeurs indépendants, vivons et faisons vivre la francophonie](#) », tribune de l'Alliance, *Le Monde Afrique*, 20 février 2018 – tribune écrite lors du lancement des États généraux de l'édition en français par le président Emmanuel Macron.

Acte **de censure contre la maison d'édition indépendante Txalaparta, 1^{er} mars 2018**
Les éditeurs de l'Alliance dénoncent la censure de l'ouvrage *El desarme, la vía vasca* d'Iñaki Egaña (coédition des éditions Txalaparta avec le journal Gara et le média Mediabask), lors de sa promotion sur la radio-télévision basque. [Lire ici le communiqué de l'Alliance.](#)

Repenser le don de livres

- « [Don de livres : la Côte d'Ivoire rompt l'accord passé avec le SNE / Electre](#) », ActualLitté, 25 avril 2018 (*Assises de l'édition francophone à Genève*)
- « [Don de livres : prudence, prudence](#) », blog de Georges Lory sur RFI, 16 janvier 2018

Solidarité avec Shahidul Alam (Bangladesh), communiqué du 8 août 2018

L'Alliance internationale des éditeurs indépendants exprime sa consternation et son désarroi suite à [la détention arbitraire du photographe et militant des droits de l'homme Shahidul Alam, à Dhaka](#). Shahidul Alam a été **un partenaire de l'Alliance**, nous donnant ainsi l'occasion de le rencontrer et de collaborer avec lui à plusieurs reprises.

Le droit de manifester pacifiquement et la défense de ce droit sont fondamentaux pour la démocratie. L'Alliance exprime sa **complète solidarité avec Shahidul Alam et réitère ici son engagement en faveur de la liberté d'expression au Bangladesh, et dans le reste du monde.**

[Lire le communiqué de l'Alliance ici.](#)

[Voir aussi le film réalisé par New Internationalist \(UK\)](#) en soutien à Shahidul Alam.

L'association [Africultures](#), membre observateur de l'Alliance, est en péril : « Dans un contexte où des subventions historiques se tarissent, où les emplois aidés sont supprimés, où notre support média ne jouit pas des aides accordées à la presse, dans un contexte où un soutien de l'Union européenne, pour un projet en préparation depuis plus d'un an, tarde à aboutir : Africultures risque de disparaître. »

L'Alliance témoigne son entière solidarité à Africultures, espace unique d'information et de réflexion sur les cultures africaines et leurs diasporas.

Bookwitty

Nous [relayons ici le communiqué](#) publié par plus de 15 éditeurs (d'Afrique francophone) diffusés et distribués par la plateforme Bookwitty, suite à la cessation d'activités de cette dernière. Face à cette situation préoccupante, les éditeurs ont réagi et sont en train de trouver des alternatives pour que leurs ouvrages soient encore présents sur les marchés du Nord.

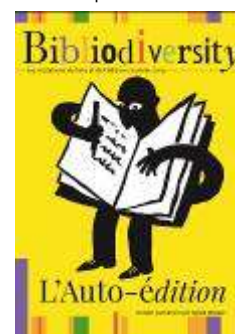
Revue Bibliodiversity (AEI 13/5/0)

Trois numéros de la revue *Bibliodiversity* ont été préparés en 2018, pour une publication prévue en 2019 :

- « **L'auto-édition, un vecteur de bibliodiversité ?** » : numéro coordonné par Sylvie Bosser (Université Paris 8, CEMTI), [publication en janvier 2019](#)

Perspective historique de l'auto-édition en littérature française ; Kindle Direct Publishing ; l'auto-édition de bandes dessinées ; le mentorat littéraire ; l'autopublication en Amérique latine, au Maroc, en Iran... À travers des panoramas, analyses et études de cas, universitaires et professionnels interrogent le phénomène de **l'auto-édition, ses impacts sur la bibliodiversité et sur la notion d'indépendance.**

Prix de vente : 10€ pour la version papier ; 5€ pour la version numérique



- « **Les politiques publiques du livre** » : numéro coordonné par la Rédaction de la revue, publication en juin 2019

De la censure à la protection la plus appuyée, les interventions publiques dans le secteur du livre **prennent des formes variées. Composé d'articles universitaires, de témoignages de professionnels du livre et de deux analyses régionales inédites (Afrique subsaharienne francophone et Amérique latine hispanophone), ce numéro nous emmène de la Russie à la Suisse, en passant par la Syrie, le Liban, la Tunisie, le Maroc, le Québec, la France et l'Argentine.** Il tente de répondre à une question : **l'intervention des pouvoirs publics favorise-t-elle la diversité éditoriale ?**

Prix de vente : 20€ pour la version papier ; 10€ pour la version numérique



- « **Écrire et publier en langues minorées : création et circulation des textes en contexte mondialisé** » : numéro coordonné par Nathalie Carré (Institut National des Langues et Civilisations Orientales, INALCO, Paris) et Raphaël Thierry (Université de Mannheim, Allemagne), publication prévue en novembre 2019

Les dépenses relatives à la publication de ces numéros ne sont pas visibles en 2018 (elles le seront en 2019), **si ce n'est la [création de la boutique en ligne](#)** (dépenses en AEI 0/2). En effet, et depuis janvier 2019, la revue *Bibliodiversity* est payante. **Le prix de vente proposé ne couvre pas l'ensemble des frais** générés par la publication **d'une telle revue** - toutefois, le passage au payant pourrait permettre, à terme, **d'arriver à un certain équilibre financier, condition nécessaire à la pérennisation de la revue.** **Le prix de vente de la revue a été adapté au pouvoir d'achat dans les différentes aires géographiques, pour une plus grande accessibilité par les lecteurs.**

Numéros précédents et à venir :

Bibliodiversity est depuis sa création coéditée par Double ponctuation (structure dirigée par Étienne Galliard, fondateur et ancien directeur de **l'Alliance**) et **l'Alliance**.

- Numéro 1 (2011) : [« Bibliodiversity indicators »](#)
- Numéro 2 (2013) : [« The Digital South: E-publishing in developing countries »](#)
- Numéro 3 (2014) : [« Translation and Globalization »](#)
- Numéro 4 (2016) : [« Édition et engagement : une autre façon d'être éditeur ? »](#)
- Numéro 5 (janvier 2019) : [« L'auto-édition »](#)
- Numéro 6 (juin 2019) : [« Politiques publiques du livre »](#)
- Numéro 7 : « Écrire et publier en langues minorées : création et circulation des textes en contexte mondialisé » – à paraître au second semestre 2019

Cette activité a généré 509,90 euros de dépenses. Les dépenses relatives à la publication des numéros 5, 6 et 7 de la revue seront visibles en 2019.

Analyses et études (AEI 13/5/2)

Étude sur la liberté d'éditer

L'année 2017 marquait le démarrage de l'étude sur la liberté d'éditer – vaste enquête sociologique conduite par Anne-Marie Voisard (sociologue spécialiste du droit, ayant notamment suivi « l'affaire Noir Canada » pour la maison d'édition québécoise Écosociété). L'étude est basée sur une série d'entretiens longs avec un panel d'environ 50 éditeurs membres de l'Alliance, représentatifs de plusieurs régions du monde. Une introduction historique sera réalisée par Jean-Yves Mollier, historien français spécialiste de l'édition et de la censure.

L'année 2018 a permis de finaliser les interviews auprès des éditeurs membres de l'Alliance. Au total, Anne-Marie Voisard, l'auteure de l'étude, a réalisé plus de 50 interviews auprès d'éditeurs membres de l'Alliance en Afrique, Amérique latine, Amérique du Nord, monde arabe, Océanie, Europe et Asie. Ce panel dépasse largement les ambitions de départ (nous misions sur 20 entretiens longs) mais s'avérait nécessaire pour parvenir à une analyse nuancée des atteintes aux libertés d'édition dans le monde. En effet, un des objectifs de cette étude est d'aller au-delà de la typologie « classique » des censures (religieuses, politiques, économiques), ce qu'explique Anne-Marie Voisard : « En vertu de la conception de la bibliodiversité promue au sein de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants, il y a lieu de considérer la "censure" non pas exclusivement comme le résultat de techniques ouvertement répressives, mais aussi en tant qu'elle obéit à des mécanismes multiformes d'exclusion, d'invisibilisation, de partage entre locuteurs autorisés et non autorisés, entre voix légitimées à se faire entendre et sans-voix dont la parole est ignorée ou rendue inaudible, ou dont le droit à se faire entendre est nié dans les faits. » À travers cette étude (et grâce à l'approche sociologique empruntée dès le départ), ce sont aussi les parcours des éditeurs indépendants que nous voulons mettre en avant, les mécanismes de résistance à l'œuvre, l'engagement des éditeurs pour la bibliodiversité.

Afin d'amorcer la communication sur cette étude, une table ronde sur la liberté d'éditer a été organisée lors de la Foire du livre de Francfort en octobre 2018, en présence d'Anne-Marie Voisard, de professionnels du livre du Togo et du Québec (maison d'édition Écosociété), du PEN International – l'Alliance ayant noué un partenariat avec le PEN dans le cadre de cette étude. Là aussi, des premiers éléments d'analyse ont été présentés, donnant une idée de la teneur de l'étude à venir. Il en ressort notamment que la censure dans son acception classique reste présente, mais ce sont les silences qui pèsent en creux (censure sociale, censure religieuse, autocensure), restreignant davantage les professionnels du livre. Pour les éditeurs africains par exemple, devenir le centre de gravité de leur production éditoriale reste un enjeu prioritaire. Cette lutte pour la pleine reconnaissance de l'édition africaine passe par une lutte pour changer les regards ; décolonisation des imaginaires, des postures.

[Lire ici la présentation de l'étude, de ses auteurs, la méthodologie utilisée...](#)

La publication de l'étude est prévue au premier semestre 2020.

Cette activité a généré 6 022,24 euros de dépenses (droits d'auteur pour l'essentiel).

Soutien Claude Calame (don particulier) : 1 500 euros en 2017 (réservés sur le budget 2018, et reportés en 2019)

Soutien Fondation Un monde par tous : 8 000 euros en 2016 (réservés sur les budgets 2017 et 2018, et reportés en 2019)

Autres études, articles, analyses

L'Alliance a par ailleurs publié et/ou relayé plusieurs analyses en 2018, nous en citons quelques-unes ici. Les sujets et enjeux portés par ces études et analyses sont le reflet des préoccupations et questionnements des éditeurs, pour lesquels l'équipe tente de proposer des outils de réflexion.

- « [Bibliodiversité et échange : pour une édition mondiale plus solidaire](#) », interview de Laurence Hugues, revue *Éclairs* (Écla Aquitaine) retranscrit par ActualLitté, 23 janvier 2018

- « [Réconcilier le droit d'auteur, les droits culturels et les droits sociaux](#) », Lionel Maurel, avril 2018
Depuis plusieurs années, l'irruption du numérique bouleverse l'ensemble des filières culturelles et provoque un intense travail d'adaptation et de renégociation des règles de la propriété intellectuelle au niveau mondial. Les débats font rage entre les partisans d'un durcissement du régime de la propriété intellectuelle et ceux qui prônent au contraire un assouplissement en faveur des usages. Alors que les discussions semblent dans l'impasse et menacent de créer de nouvelles divisions entre les différents maillons de la chaîne du livre, l'Alliance a demandé à Lionel Maurel, bibliothécaire, spécialiste de propriété intellectuelle et engagé dans le mouvement des communs, de réfléchir à la façon dont les éditeurs indépendants pourraient favoriser une sortie de crise des débats sur la propriété intellectuelle.

- [Kit de l'édition francophone](#), réalisé par l'Alliance, mai 2018

Un condensé des expériences, pratiques, outils et recommandations développés par les éditeurs indépendants depuis plus de 15 ans. Ces outils et recommandations s'organisent en 3 grandes thématiques (politiques publiques du livre ; partenariats éditoriaux solidaires et circulation équilibrée des textes ; édition numérique) et ne sont pas tous spécifiques à l'espace francophone ; ils s'inspirent et sont alimentés par les expériences et pratiques des éditeurs indépendants en Amérique latine, en Europe, dans le monde arabe, en Asie... Ils sont à considérer sur un temps long, dans une optique de pérennité des actions menées, tant par les pouvoirs publics que par les professionnels.

- « [Crowdfunding, mode d'emploi](#) », fiche pratique de l'Alliance, juin 2018

Comment le crowdfunding fonctionne-t-il ? Quels sont les prérequis nécessaires ? Quelles sont les opportunités et les limites de ce type de financement pour les éditeurs indépendants ? Réponse à ces questions dans cette fiche pratique, réalisée par Djamilatou Diallo

- « [Le livre et l'édition et l'économie sociale et solidaire](#) », mémoire réalisé par Thierry Quinqueton ([membre du Bureau de l'Alliance](#)), Master 2, « Droit et développement de l'économie sociale et solidaire », Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Poitiers, septembre 2018

Labo numérique de l'Alliance (AEI 13/5/4)

Veille et partage de pratiques sur les initiatives innovantes d'édition numérique dans les pays du Sud

Régulièrement, le site web du Labo numérique de l'Alliance propose en libre accès (licence Creative Commons BY-NC-ND) des articles et entretiens sur les initiatives innovantes d'édition numérique dans les pays en développement. Ces ressources s'avèrent précieuses pour appréhender les changements à l'œuvre dans les pays du Sud, pour observer les tendances et mouvements au niveau mondial, et notamment dans les régions très dynamiques comme l'Asie ou l'Amérique latine.

1. « [BD africaine et numérique – entretien avec Paulin Assem des éditions AGO Média](#) », article publié le 05/01/2018
2. « [L'édition numérique à l'ère du mobile : le cas de l'Inde \(1/3\)](#) », article publié le 14/03/2018
3. « [L'édition numérique à l'ère du mobile : le cas de l'Inde \(2/3\)](#) », article publié le 28/03/2018
4. « [L'édition numérique à l'ère du mobile : le cas de l'Inde \(3/3\)](#) », article publié le 17/06/2018

Cette année, les articles et interviews ont été réalisés majoritairement par les membres de l'équipe salariée de l'Alliance, et n'ont ainsi pas fait l'objet de paiements d'honoraires à des experts numériques extérieurs.

Perspectives pour le Labo numérique en 2019

À travers un questionnaire envoyé en novembre 2018, l'ensemble des éditeurs membres du réseau francophone Sud de l'Alliance ainsi que les bénéficiaires ayant participé à un atelier du Labo numérique, ont été invitées à partager leurs besoins et leurs suggestions quant aux perspectives de développement du Labo.

Voici les premières pistes issues de cette consultation :

1/Maintenir et renforcer la mise en place d'ateliers numériques dans les pays de la francophonie du Sud, notamment sur les thématiques de l'impression à la demande, de la fabrication de livres numériques illustrés, des outils de communication numérique. Le thème revenant le plus fréquemment est celui des freins à la commercialisation et à la distribution numérique, notamment en raison de la faiblesse des solutions de paiement en ligne existantes.

2/ Développer la mise en ligne de guides pratiques aux outils numériques sur le site du Labo numérique. De nombreux éditeurs souhaitent voir plus guides et tutoriels mis en place sur le site du Labo, notamment sur les thèmes suivants : des guides juridiques et des modèles de contrats d'auteur adaptés au numérique ; les supports des formations et ateliers passés (notamment un guide pour la fabrication des livres numériques).

3/ Continuer la publication d'articles sur le site du Labo, notamment sur les thèmes de la commercialisation numérique dans les pays de la Francophonie du Sud permettant ainsi dresser un panorama des solutions ou expérimentations existantes.

4/ Favoriser les coéditions numériques en langues africaines transfrontalières. Plusieurs éditeurs ont exprimé la volonté de réaliser une coédition numérique en langues africaines. Cette **coédition numérique, qui réunirait plusieurs éditeurs de l'Alliance, serait utilisée à la fois comme un outil de formation pour appliquer les savoirs acquis dans les différents ateliers de formation numérique mais aussi comme un outil de plaidoyer sur l'importance de l'édition** en langues africaines et son nécessaire soutien par les pouvoirs publics.

5/ Mettre à jour et développer le gabarit web Alliance-press. Ce gabarit web spécialement conçu par le Labo pour les éditeurs n'ayant pas de site Internet a été largement adopté par les éditeurs membres de l'Alliance. Cependant, les derniers développements du gabarit remontent à deux ans et plusieurs éditeurs réclament une actualisation de ce gabarit **avec l'ajout de nouvelles fonctionnalités.**

Un bilan des activités du Labo entre 2015 et 2018 est également en cours, permettant d'évaluer l'impact des actions du Labo de l'Alliance, de dresser une cartographie sur 4 années des évolutions numériques au sein des maisons d'édition d'Afrique francophone, et d'améliorer les activités à venir. Au vu de ce bilan, et des propositions/attentes émises par les éditeurs, nous pourrions ainsi envisager un **programme d'accompagnement pour la période à venir (2019-2022), élaboré par l'Alliance et l'OIF / DFEN.**

Cette activité a engendré 607,17 euros de dépenses (contre 831,54 euros en 2017).

Soutien OIF/DFEN : 47 105 euros. Ce soutien se répartit entre les dépenses liées à l'animation du Labo numérique, à la formation *in situ* à Cotonou et à l'**atelier numérique** de Cotonou (voir ci-après AEI 14/5) et comprend enfin du temps de travail (Matthieu Joulin).

En 2019, les projets « Liberté d'éditer » et « Cartographie des politiques publiques du livre » généreront des dépenses conséquentes, c'est pourquoi une partie du soutien de la Fondation de France perçu en 2018 est réservé sur le budget 2019.

L'ensemble de AEI 13 (« Observatoire de la bibliodiversité ») a engendré 8 325,40 euros de dépenses en 2018 (contre 17 856,34 euros en 2017) et a généré 69 678,36 euros de recettes (contre 36 829 euros en 2017).

Soutien OIF/DFEN : 47 105 euros

Soutien Fondation de France : 22 440 euros (tranche 2/3)

RENDEZ-VOUS PROFESSIONNELS (AEI 14)

Présence dans les salons et foires du livre (AEI 14/0)

Participation de l'Alliance via les éditeurs membres et/ou les membres de l'équipe à des salons et foires du livre en 2018 :

- Leipzig Book Fair (Allemagne), 15-18 mars 2018
- **L'Autre Salon, Paris (France), 16-18 mars 2018**
- Book Pride, Milan (Italie), 23-25 mars 2018
- **Bologna Children's Book Fair (Italie), 26-29 mars 2018**
- London Book Fair (UK), 10-12 avril 2018
- Feria Internacional del Libro de Bogotá (Colombie), 17 avril - 2 mai 2018
- La Independiente, feria editorial independiente, Lima (Pérou), 20 - 29 avril 2018
- Abu Dhabi International Book Fair (Émirats arabes unis), 25 avril - 1er mai 2018
- **Salon de l'écrit et du livre en langues africaines, Conakry (Guinée Conakry), 22 au 24 avril 2018**
- Abu Dhabi International Book Fair (Émirats arabes unis), 25 avril - 1er mai 2018
- Feria Internacional del libro de Buenos Aires (Argentine), 26 avril - 14 mai 2018
- Feria Internacional del libro de Buenos Aires (Argentine), 26 avril - 14 mai 2018
- **Salon international du livre d'Abidjan, SILA (Côte d'Ivoire), 16-20 mai 2018**
- **La caravane de l'édition indépendante, Ile-de-France (France), 19 mai-27 juin 2018**
- Semaine de la littérature jeunesse à Tananarive (Madagascar), 22-26 mai 2018
- Istanbul Book Fair (Turquie), 10-18 novembre 2018
- **Salon de l'autre LIVRE, Paris (France), 16-18 novembre 2018**
- Foire internationale du livre de Lomé (Togo), 8-12 novembre 2018
- Salon du livre de Montréal (Québec / Canada), 14-19 novembre 2018
- Salon International du livre de jeunesse de Conakry (Guinée Conakry), 28 novembre – 2 décembre 2018
- Salon du livre et de la presse jeunesse de Montreuil (France), 28 novembre – 3 décembre 2018

Salon du livre de Paris, 16-19 mars 2018

Une des missions de l'Alliance est de régulièrement rappeler aux institutions et pouvoirs publics l'importance de soutenir la participation des éditeurs africains à l'international, pour une meilleure insertion dans les échanges de droits, et *in fine* une meilleure place et une valorisation des contenus africains. L'Alliance a donc sollicité l'OIF pour faciliter la venue de deux éditeurs au Salon du livre de Paris (petite participation sur leur billet d'avion, à hauteur de 500 et 610 euros respectivement) : Paulin Assem (Ago Média au Togo) et Béatrice Lalinon Gbado, Ruisseaux d'Afrique au Bénin).

Le Salon du livre de Paris a ainsi permis de créer différentes opportunités.



Échanges et rencontres « Libraires et éditeurs d'Afrique subsaharienne », lundi 19 mars 2018

Dans le cadre du Salon du livre de Paris, l'Alliance a organisé en partenariat avec l'AILF et le BIEF une rencontre entre éditeurs et libraires d'Afrique francophone, ouverte au public. Si les échanges entre éditeurs du Nord et du Sud se développent, le dialogue et la meilleure connaissance mutuelle entre libraires et éditeurs d'Afrique francophone reste à consolider. La rencontre a ainsi été axée sur les livres, les mots, les textes : les éditeurs ont présenté en 10 minutes des titres de leur catalogue aux libraires ; les libraires ont présenté en 10 minutes leur projet de librairie aux éditeurs (ce qu'ils défendent, mettent en valeur, les animations qu'ils mettent en place, etc.). Du côté des éditeurs, outre Paulin Assem et Béatrice Lalinon Gbado, étaient présents Marie-Agathe Amoikon (Eburnie, Côte d'Ivoire), Marie Paule Huet (Ganndal, Guinée Conakry), Sylvie Ntsame (Ntsame, Gabon) et Corinne Fleury (l'Atelier des nomades).

Ce format dynamique, permettant aux professionnels de parler du contenu, des livres, du cœur de leur métier, serait à renouveler. La collaboration avec l'AILF s'est poursuivie au Salon du livre jeunesse de Montreuil le 1er décembre 2018 avec la participation de Corinne Fleury lors d'une table ronde réunissant libraires, éditeurs, auteurs, bibliothécaires francophones pour discuter des « Initiatives des acteurs francophones pour toucher des publics éloignés de l'écrit ».



Émission « 7 milliards de voisins » sur RFI le 20 mars 2018, à la Bibliothèque nationale de France, pour la Journée de la Francophonie, avec la participation de Béatrice Lalinon Gbado, éditions Ruisseaux d'Afrique (Bénin), sur le thème : « Comment produire, imprimer, et distribuer localement des livres face à une concurrence européenne féroce ? » [Podcast de l'émission à retrouver en ligne.](#)



Cette activité a généré 1 142,98 euros de dépenses.

Soutien OIF / DLFCF : 10 000 euros, répartis entre la venue d'éditeurs francophones au Salon du livre de Paris et la coédition du 13^e titre de la collection « Terres solidaires » (AEI 3).

4e Assises de l'édition au Salon du livre de Genève (Suisse), 25-27 avril 2018

Depuis 2017, l'Alliance a noué un partenariat avec les Assises de l'édition de Genève, pour la mise en place d'ateliers professionnels.

Outre une visibilité non négligeable, ce partenariat permet à l'Alliance de réunir d'année en année plusieurs de ses membres, invités par le Salon du livre de Genève (Salon africain). Pour l'Alliance, il s'agit aussi de décentrer les débats sur l'édition francophone de Paris.

Il est à noter qu'en contrepartie du temps que l'équipe de l'Alliance a dédié à la mise en place des ateliers professionnels à Genève en 2018, un représentant de l'Alliance a été invité au Salon, ainsi que des éditeurs membres – générant ainsi quasiment aucune dépense pour l'Alliance.



Les temps forts de l'Alliance à Genève en 2018 :

Présentation de la cartographie des politiques publiques du livre en Afrique : un bilan à mi-parcours, par Serge Dontchueng Kouam, Presses universitaires d'Afrique (Cameroun) et Laurence Hugues (directrice de l'Alliance)



Don de livres, n'en jetez plus !

« Faire don de livres à l'Afrique, qu'y aurait-il de mal à ça ? » Cette question innocente fait pourtant débat. Intervenants : Agnès Gyr-Ukunda, Ibrahima Lô, Mariama N'Doye et Laurence Hugues / Modération : Pamela Ohene-Nyako / Afrolitt

« Construire une cartographie des politiques publiques du livre en Afrique subsaharienne et à Madagascar : un travail de longue haleine... contribuant au maintien et à la vitalité de la biodiversité ». Une session de brainstorming et de réflexion organisée et animée par l'Alliance.

Le programme de l'Alliance à Genève et les éditeurs présents, [à consulter ici](#).

Cette activité a engendré 2 215,75 euros de dépenses (contre 283,96 euros en 2017).

Foire du livre de Francfort (Allemagne), 10-14 octobre 2018

HotList et WomenList

En partenariat avec le [Kurt Wolff Stiftung](#) (collectif d'éditeurs indépendants allemands) et la Foire du livre de Francfort, l'Alliance proposait en 2018 deux sélections thématiques sur le stand Reading Island for Independent Publishers.

HotList : la vitalité de l'édition indépendante latino-américaine à travers plus de 30 ouvrages de tous les genres publiés en Argentine, au Brésil, en Équateur, au Chili, en Colombie, au Mexique, au Venezuela ! La HotList [est consultable en ligne](#).

WomenList : plus de 30 romans, nouvelles, essais, bandes dessinées et littérature jeunesse portant sur le féminisme, les luttes pour les droits des femmes, leur émancipation à travers le monde – ces titres proviennent des catalogues d'éditeurs indépendants de tous les continents. Les titres de la WomenList sont [également consultables en ligne](#).



Parmi les autres événements auxquels l'Alliance a participé cette année à Francfort, 2 tables rondes :

- "African Children's book publishing" : Christine Warugaba, Furaha Publishers (Rwanda), Sophie Batiskaf, Dodo Vole (Madagascar) et Corinne Fleury, Atelier des Nomades (Ile Maurice) / mercredi 10 octobre, 10h00-11h00 / Reading Island for Independent Publishers (Hall 4.1 / D36)
- "Freedom of publishing" : Élodie Comtois (Écosociété, Québec/Canada), Yasmin Issaka-Coubageat (Graines de Pensées, Togo), Carles Torner (Executive Director, Pen International), Anne-Marie Voisard (sociologue et auteure de *Le droit du plus fort. Nos dommages, leurs intérêts*, publié aux éditions Écosociété et auteure de l'étude en cours sur la liberté d'éditer, coordonnée par l'Alliance) / mercredi 10 octobre, 16h30-18h00 / Lettres d'Afrique (Hall 5.1 / B125)
- [voir ici](#)



L'Alliance était par ailleurs partenaire, pour cette édition de Francfort 2018, de Lettres d'Afrique, et du BIEF.

Voir la liste des éditeurs présents et le [programme complet de l'Alliance à Francfort ici](#) et des [photos ici](#) !

La presse a également relayé les activités de l'Alliance : [Publishing Perspectives](#) (article sur la WomenList), [Le Nouvelliste](#) (Haïti), [Diários de notícias](#) (Portugal).

Cette activité a généré 4 136 euros de recettes (contre 3 751,08 euros en 2017).

Autres interventions et rencontres professionnelles (AEI 14/0/5)

Nous présentons ici les interventions publiques auxquelles des éditeurs, l'équipe salariée et/ou les membres du Bureau de l'Alliance ont participé en 2018. Ces interventions n'ont pas ou peu d'impacts budgétaires directs sur le budget 2018, si ce n'est en temps de travail (AEI 05).

L'Afrique aux mille visages, Libreville (Gabon), 24 mai 2018

Dans le cadre d'un cycle de rencontres organisées tout au long de l'année 2018 par l'Institut français du Gabon et l'ONG BiblioSUD, Yasmin Issaka Coubageat (Graines de Pensées au Togo), Sylvie Ntsamé (Éditions Ntsamé au Gabon) et Laurence Hugues, directrice de l'Alliance, intervenaient à l'Institut français du Gabon, le 24 mai sur la thématique « Biodiversité et l'édition en Afrique ». Voir le [programme complet des rencontres ici](#).

Cette invitation de l'Alliance à Libreville a permis de découvrir et comprendre davantage le contexte gabonais, de rencontrer et visiter les infrastructures des acteurs locaux, notamment des éditions Ntsamé, membre de l'Alliance.



L'ensemble de AEI 14 (Salons et foires du livre, rencontres professionnelles) a engendré 9 262,70 euros de dépenses en 2018 (contre 5 412,24 euros en 2017).

FORMATIONS PROFESSIONNELLES, ATELIERS (AEI 14/5)

Formation *in situ* à la fabrication de livres illustrés et interactifs au format numérique au sein des éditions Ruisseaux d'Afrique – Cotonou (Bénin), 22-27 octobre 2018

Depuis l'atelier organisé à Abidjan en 2016, une trentaine d'éditeurs ont bénéficié d'une formation à la fabrication de livres numériques au format epub. Cette formation réalisée à partir d'Indesign était particulièrement adaptée pour le livre contenant principalement du texte en noir et blanc, mais ne répondait qu'imparfaitement aux besoins des éditeurs jeunesse souhaitant réaliser des livres numériques illustrés.

Pour répondre à cette demande, l'équipe du Labo numérique de l'Alliance décidait d'organiser, à Lomé en juillet 2017, un atelier de formation à la réalisation de livres numériques illustrés. Contrairement aux ateliers précédents, cette formation très technique s'est tenue directement au sein d'une maison d'édition (AGO Média), en comité réduit, permettant ainsi au formateur de se confronter au quotidien des éditeurs et de pouvoir résoudre, avec eux, les difficultés rencontrées dans la conception de livres numériques.

Cette première formation *in situ* a suscité un très fort intérêt auprès d'autres membres de l'Alliance au vu des fruits immédiats et concrets qu'elle a permis de récolter (réalisation par les maisons d'édition togolaises de [livres jeunesse interactifs](#), formation des graphistes...). Un grand nombre d'entre eux éditent en effet de la jeunesse et BD, et souhaitent pouvoir réaliser des livres numériques interactifs.

En 2018, le Labo numérique de l'Alliance a donc décidé de reproduire l'expérience en conservant le même format. Suite à un appel lancé dans le réseau francophone Sud de l'Alliance, c'est la maison d'édition Ruisseaux d'Afrique au Bénin, qui a été choisie pour accueillir l'atelier au sein de sa structure.

Pour éviter qu'une seule maison d'édition ne bénéficie de la formation, il a été demandé qu'une deuxième maison d'édition puisse bénéficier de cette formation. La maison d'édition malgache Jeunes Malgaches a donc été accueillie par les éditions Ruisseaux d'Afrique, au sein de ses locaux, durant toute la durée de la formation. Cette maison est en effet l'une des plus avancées du réseau dans la constitution de son offre numérique.

La formation, assurée par Gilles Colleu, s'est tenue du 22 au 27 octobre dans les locaux de la maison d'édition Ruisseaux d'Afrique. Étant donné la spécificité des catalogues des deux éditeurs bénéficiaires (livre jeunesse), il a été décidé de centrer la formation sur la prise en main du logiciel [Pubcoder](#), un logiciel permettant de réaliser des livres numériques illustrés interactifs. Par ailleurs, dans une optique de pérennité des formations et de transfert de compétences, il a été proposé à Samuel Foli-Awli, graphiste togolais ayant bénéficié de la première formation *in situ* à Lomé en 2017, d'assister Gilles Colleu durant cette formation.



Ce graphiste a en effet acquis une très bonne maîtrise du logiciel et sa participation à la formation de Cotonou en tant qu'assistant, lui a permis d'effectuer une « formation de formateur » qui le rend désormais apte à assurer lui-même des formations à la réalisation de livres numériques illustrés.

Évaluation de l'atelier

Au terme de la formation, il était attendu que l'éditeur et son équipe puissent intégrer la production de livres numériques au format epub dans la chaîne de production classique du livre papier et soient autonomes pour réaliser des livres numériques illustrés interactifs.

Consultées à l'issue de l'atelier, les deux maisons d'édition bénéficiaires sont très enthousiastes quant au format et au contenu de cette formation :

Bonjour à tous,

Encore un Grand Merci à l'Alliance, aux Editions Ruisseaux d'Afrique, Gilles Colleu et Mawusee Komla Foli-Awli sans oublier les participants pour le partage d'expérience qui était vraiment très riche pour nous. Une autre nouvelle aventure commence pour les éditions Jeunes Malgaches.

Encore une fois, MERCI. Une très belle journée à tous.

Alain Rakotoanosy (Jeunes Malgaches, Madagascar)

Bonjour à tous,

Je suis heureuse de savoir que vos trajets retour se sont bien passés.

C'est avec enthousiasme que nous avons accueilli cet atelier aux Éditions Ruisseaux d'Afrique. J'ai particulièrement apprécié la méthode et la qualité de la formation donnée par Gilles que je remercie pour sa patience et sa disponibilité : nous avons pu aborder non seulement les fonctionnalités de Pubcoder mais aussi la diffusion et la distribution. Cette formation apporte donc des éléments tangibles à la réflexion et pour l'action.

Je remercie également Samuel pour ses apports et chacun des participants pour nos échanges constructifs.

Je vous souhaite une très bonne continuation.

Bien à vous,

Cendra (éditions Ruisseaux d'Afrique)

Pour la prochaine période, il est ainsi envisagé que Samuel Foli-Awli puisse désormais reproduire seul la formation au logiciel Pubcoder dans d'autres pays (à déterminer avec les éditeurs du réseau de l'Alliance). Par ce biais-là, nous souhaiterions encourager et renforcer la formation de formateurs africains, qui puissent être personnes référentes auprès des éditeurs en Afrique subsaharienne.

En même temps que se tenait l'atelier à la réalisation des livres numériques illustrés, la maison d'édition Ruisseaux d'Afrique organisait deux événements, dans le cadre de la célébration de ses 20 ans : Salon du livre et de la presse jeunesse, avec de nombreux ateliers organisés et un colloque pour célébrer la littérature jeunesse en Afrique sur le thème « Lire me fait grandir... Lire me donne des ailes ».

Afin de favoriser les échanges autour de l'édition de jeunesse numérique lors du colloque, le Labo numérique a également apporté une contribution financière et a soutenu une partie des frais d'hébergement de deux maisons d'édition membres de l'Alliance ayant une expérience numérique significative.

Les éditrices, Gisèle Ayaba TOTIN, Gashingo (Niger) et Marie Paule HUET, Gandal (Guinée), ont ainsi pu témoigner durant le colloque de leurs visions et développements en termes de stratégies numériques au sein de leurs structures.



Cette activité a engendré 10 430,22 euros de dépenses (contre 2 711,17 euros en 2017).

Soutien OIF/DFEN : 47 105 euros. Ce soutien se répartit entre les dépenses liées à l'animation du Labo numérique, à la formation *in situ* à Cotonou et à l'atelier numérique de Cotonou (voir ci-après AEI 14/5) et comprend enfin du temps de travail (Matthieu Joulin).

Atelier sous-régional sur la fabrication de livres numériques à partir d'Indesign et échanges sur les problématiques de commercialisation numérique – Cotonou (Bénin), 9-13 juillet 2018

Outre la formation aux outils permettant la fabrication de livres numériques interactifs illustrés, les éditeurs ont souhaité **répliquer et approfondir l'atelier ayant eu lieu à Abidjan en 2016**, en mettant en place une formation à destination de leurs graphistes sur la fabrication de livres numériques (de texte noir et blanc) au format epub, à partir d'Indesign. En effet, en mai 2016, le Labo numérique de l'Alliance organisait à Abidjan un atelier consacré à la fabrication de livres numériques. Il s'agissait d'une formation au contenu pratique, permettant à une quinzaine d'éditeurs francophones du Sud d'apprendre les bases de la fabrication de fichiers epub à partir d'outils libres mais aussi d'Indesign. Pour la plupart des participants, cet atelier constituait une première initiation à la fabrication de livres numériques. Après deux années d'expérimentations, les éditeurs ont souhaité poursuivre et approfondir cette formation.

Les éditeurs désiraient, par ailleurs, profiter de cette occasion pour aborder plus en profondeur les problématiques de distribution et de diffusion numérique en Afrique de l'Ouest en échangeant notamment avec des éditeurs ou des experts d'Afrique anglophone : c'est ainsi que nous avons fait appel à la maison d'édition nigériane [Cassava Republic](#). Un temps de l'atelier était ainsi dédié au témoignage et à des échanges avec Emma Shercliff, qui représentait la maison d'édition nigériane, sur les stratégies de diffusion et commercialisation numériques mises en place par Cassava Republic et notamment le label [Ankara Press](#) (une collection de romans sentimentaux féministes uniquement numérique).

Par ailleurs, une session de l'atelier était consacrée aux suites de [l'atelier](#) organisé en 2017 à Conakry sur le thème des « Outils numériques et de l'édition en langues africaines ». Malam Bako Abdou (Gashingo, Niger) a, à cette occasion, présenté le clavier numérique virtuel **spécial langues d'Afrique de l'Ouest** qu'il a conçu pour faciliter la saisie lors de la transcription des textes en langues locales et nationales.

L'atelier était animé par Gilles COLLEU / Vents d'Ailleurs, France.



L'atelier, alternant séances pratiques et échanges collectifs a permis d'aborder les grandes thématiques suivantes :

- La compréhension du format epub ;
- Le rôle de l'image dans un flux numérique ;
- Comment développer conjointement une mise en page numérique et papier ;
- Réaliser un epub de A à Z ;
- Diffusion, distribution et nouvelles formes d'écriture et de lecture.

Lire le [programme détaillé de l'atelier ici](#).

L'atelier a été relayé par la presse par ailleurs :

- « [Atelier de réflexion à Cotonou : des éditeurs réfléchissent sur la fabrication et la commercialisation du livre numérique](#) », 10 juillet 2018, *Bénin Site*
- « [Bénin : Un atelier sur la fabrication de Livres numériques en Afrique de l'Ouest](#) », 9 juillet 2018, *Bénin Livres*
- « [Pour appréhender les réalités du livre numérique](#) », *Awale Afriki*
- « [Fabrication et commercialisation de livres numériques en Afrique de l'Ouest](#) », 6 juillet 2018, *ActuaLitté*



Cette activité a engendré 25 705,76 euros de dépenses (contre 17 882,78 euros en 2017).

Soutien OIF/DFEN : 47 105 euros. Ce soutien se répartit entre les dépenses liées à l'animation du Labo numérique, à la formation *in situ* à Cotonou et à l'atelier numérique de Cotonou (voir ci-après AEI 14/5) et comprend enfin du temps de travail (Matthieu Joulin).

L'ensemble de AEI 14/5 a engendré au total 40 243,92 euros de dépenses (contre 20 886,51 euros en 2017) – comprenant la formation *in situ* de Cotonou, l'atelier numérique de Cotonou et des reliquats de dépenses relatives à la formation *in situ* à Lomé en juillet 2017.

Soutien OIF/DFEN : 47 105 euros

Totaux AEI 1

65 709,54 euros (contre 52 655,15 euros en 2017) et 74 060,25 euros de recettes (contre 42 922,50 euros en 2017).



Réseaux et groupes d'éditeurs (AEI 2)

SOUTIEN À DES GROUPES OU DES RÉSEAUX D'ÉDITEURS (AEI 21)

Pour rappel, lors du CIEI 2016, il a été décidé le principe suivant : le nombre de collectifs membres de l'Alliance augmentant, la question du soutien annuel de 1 000 euros à ces collectifs est posée. En effet, **et si l'Alliance souhaite favoriser l'adhésion de collectifs, le budget global de l'Alliance n'est pas pour autant exponentiel.** De fait, et au vu de la difficulté de trouver des fonds dans le contexte actuel, il a été **décidé que pour l'année 2017, l'attribution des 1 000 euros se fasse au cas par cas.** Dans cette optique, et suite à des échanges avec les représentants des collectifs, deux collectifs, pour lesquels le soutien annuel de l'Alliance s'avérait encore nécessaires à leur équilibre en 2017, ont été soutenus (contre 7 en 2016).

L'ensemble des collectifs sollicités a adhéré à la réflexion entreprise par l'Alliance : en 2018, plus aucun collectif membre n'a de fait été soutenu financièrement par l'Alliance. En revanche, l'Alliance a poursuivi son appui en termes de partage d'informations, de mise en contact, de documentation et ressources à disposition, etc.

ASSISES INTERNATIONALES DE L'ÉDITION INDÉPENDANTE (AEI 21)

Bien qu'aucune dépense, si ce n'est 225 euros de traduction, n'apparaisse en AEI 21 en 2018, la préparation des Assises a été un temps fort de l'année 2018 – et le sera encore plus fortement en 2019.

Le processus menant aux Assises internationales se construit à partir de lignes directrices et d'objectifs définis par les membres de l'Alliance via plusieurs consultations en amont. Les Assises sont un moment essentiel, un moment politique : une occasion de réaffirmer les valeurs et la philosophie portées et défendues par l'Alliance.

Le scénario des prochaines Assises a été bâti à partir des séances de travail du CIEI en octobre 2018, durant lesquelles nous avons invité des représentants de structures comme la Quadrature du Net (Lionel Morel) et l'UFISC (qui travaille notamment sur les droits culturels). Ces rapprochements permettent à l'Alliance d'ouvrir plus largement ses réflexions, ses analyses ; de prendre en compte des voix diverses, voire divergentes selon les sujets, par exemple sur la question du piratage. Ces « confrontations » de points de vue sont aujourd'hui essentielles pour parvenir à « repenser », à inscrire nos actions dans de nouvelles perspectives.

Les constats de départ, extrait de la rencontre du CIEI 2018

- "We are trying to talk to readers to call them for their civic responsibility", Samar Haddad, Atlas Publishing, Syrie
- "We have to try to reconnect with people and we have to have a kind of reconsideration process to value what we do", Müge Sokmen-Gursoy, Metis Publisher, Turquie
- "Cultural rights open a new field to discuss solidarity between the different book actors", Mariana Warth, Pallas Editora, Brésil
- "To take into account the agenda of UNO: how actions in the field of arts and culture are contributing to cultural diversity", Laura Aufrère, membre du Bureau de l'Alliance
- "There is a lot of analogy between agriculture and culture; in agriculture, there are farmers who are producing good products but the market does not value their products, they do not offer them the right value for what they are producing. If they want to get it the right prices, they have to create their market. The problem in Europe is over production: a lot of books are produced just to be destroyed like milk", Lionel Morel, invité au CIEI 2018, blog S.I.Lex, spécialiste des questions de propriété intellectuelle, de droit du numérique et du droit de la culture ; cofondateur du collectif SavoirsCom1 et membre de La Quadrature du Net.

En quelques mots, nous pouvons déjà dire que les prochaines Assises 2019-2021 seront :

- festives et créatives : **des temps de célébration de l'édition indépendante et de la bibliodiversité, du travail et du rôle des éditeurs, de l'Alliance (mises en valeur des livres et des contenus, des langues, débats, lectures à haute voix, concert, danse !)**
- curieuses et à contre-courant : un espace ouvert, accueillant, réunissant des éditeurs indépendants mais aussi des représentants d'autres secteurs culturels et d'autres secteurs économiques (des collectifs artistiques du monde de la musique et du spectacle vivant ; des lecteurs, libraires, bibliothécaires, traducteurs, diffuseurs et distributeurs, acteurs du numérique ; des paysans travaillant en circuits courts par exemple...)
- un cheminement collectif et pérenne : **il ne s'agit pas de créer un événement ponctuel et éphémère, mais de poursuivre une réflexion, d'inscrire ces Assises dans nos actions et recommandations précédentes (cf. Déclaration de 2014 et 80 recommandations), sur un temps long.**

Les mots d'ordre : raconter, repenser et fêter
Raconter...

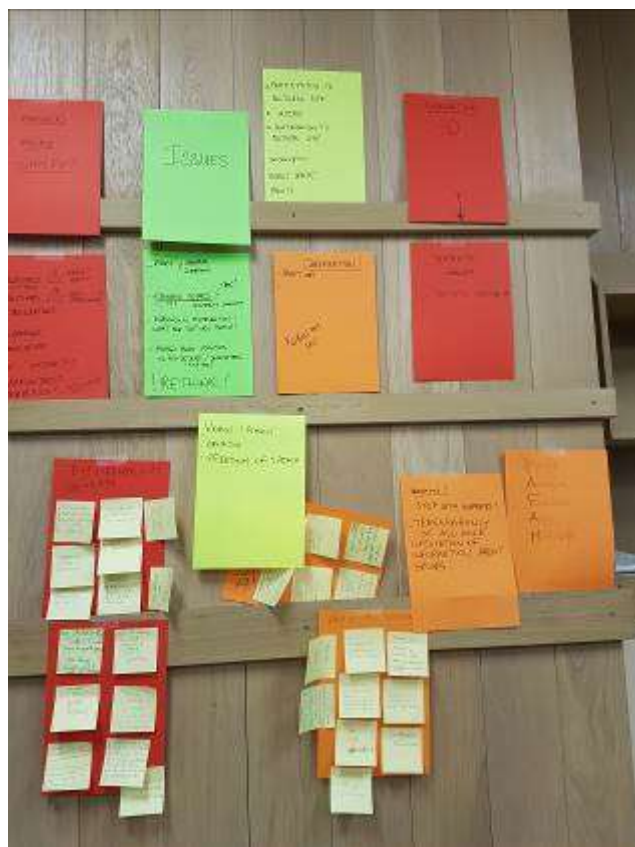
Communiquer sur le métier d'éditeur indépendant, montrer et raconter l'histoire des maisons d'édition, des parcours, des trajectoires des éditeurs : raconter **l'engagement des éditeurs en faveur** de la circulation des idées ; raconter comment les livres participent à la construction de citoyens émancipés, de sociétés démocratiques ; raconter les luttes, les doutes, les succès des éditeurs indépendants.

Repenser...

Repenser le métier d'éditeur indépendant, dans un contexte politique fragilisé dans plusieurs parties du monde ; **repenser le rôle de l'éditeur indépendant au vu de la montée du nationalisme, du populisme et de l'autoritarisme en Europe, aux USA, au Brésil...** ; repenser les logiques actuelles du marché et les modèles économiques (s'inspirer des circuits économiques alternatifs) ; repenser la relation aux lecteurs (le livre peut-il être un bien commun ?), aux **auteurs (notamment par rapport à l'auto-édition)** ; repenser son environnement (impacts de **l'intelligence artificielle** sur la création par exemple). Entendre et inclure de nouvelles voix, rester éveillés, être à **l'affût** !

Fêter...

Se retrouver, se rencontrer, célébrer : un moment festif, dynamique, interculturel. Beaucoup de maisons d'édition ont fêté, fêtent ou fêteront leurs 20 ans ces années-ci... **tout comme l'Alliance, qui fêtera ses 20 ans en 2022 !**



Totaux AEI 2

273,65 euros de dépenses (contre 3 254 euros en 2017).

Programme de soutien à la traduction et à la coédition (AEI 3)

LES COÉDITIONS EN LITTÉRATURE (AEI 31/8)

Collection « Terres solidaires » : le choix d'un 13^e titre et le renforcement de dynamiques Sud-Sud

Un nouveau fonctionnement pour le Comité de lecture

L'organisation du Comité de lecture s'est construite en 2018 à partir des préconisations de la réunion « Terres solidaires » tenue à Francfort en octobre 2017 :

- ouvrir la collection à des livres édités initialement au Sud (par les maisons d'édition coéditrices mais aussi par d'autres maisons d'édition en Afrique) ;
- continuer à bénéficier de l'effet de collection de « Terres solidaires » en publiant des coéditions de textes littéraires d'auteurs africains sous le même format et avec la même maquette (maquette créée et cédée gracieusement par les éditions barzakh en Algérie aux coéditeurs) ;
- favoriser les coéditions à « petite échelle » permettant à un minimum de 3 éditeurs de pouvoir coéditer un livre sous la marque « Terres solidaires » de manière autonome ;
- réorganiser le Comité de lecture et le resserrer sur la seule participation des éditeurs de la collection.

La composition, le fonctionnement et l'animation du Comité de lecture ont donc été adaptés en conséquence.

Constitution de la présélection à soumettre au Comité de lecture

Comme décidé collectivement à Francfort, les textes proposés pouvaient avoir été édités par l'un des coéditeurs ou avoir été initialement publiés au Nord, comme c'était le cas jusqu'à maintenant pour les autres titres de la collection.

Une fois les titres proposés, le rôle de l'Alliance, comme les précédentes années, est de vérifier la disponibilité des droits, présenter le principe de la collection, éventuellement convaincre et négocier l'accord du propriétaire et de l'auteur. En plus des choix des coéditeurs, deux propositions ont spontanément émané de « partenaires » de la collection, et ont été validées pour soumission au Comité de lecture. *Vol à vif* de Johary Ravaloson, paru aux éditions Dodovole, Prix Ivoire 2017, a ainsi été suggéré par les éditions Dodovole (Madagascar / France), membre de l'Alliance ne participant pas à la collection pour l'heure. *En compagnie des hommes*, de Véronique Tadjou, paru aux éditions Don Quichotte (France), a fait l'objet d'une demande de l'auteure elle-même, qui connaît bien la collection pour y avoir été publiée par deux fois (*L'Ombre d'Imana* et *Loin de mon père*) – un signe, s'il en était besoin, que cette collection correspond aussi à un besoin et une demande des auteurs.

Ont été proposés par ailleurs :

- **L'Amas ardent**, de Yamen Manaï, Prix des 5 Continents de la Francophonie 2017, paru aux éditions elyzad (Tunisie) par les éditions elyzad

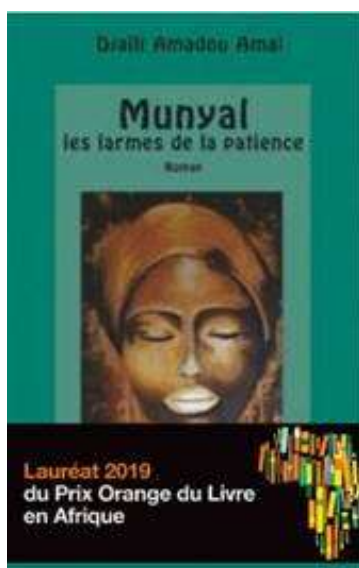
- *Munyal, les larmes de la patience*, de Djaili Amadou Amal, paru aux éditions Proximité (Cameroun) – par les éditions Proximité
- *Voici venir les rêveurs*, d'Imbolu Mbue, paru dans sa traduction française par les éditions Belfond (France) – proposé par les éditions Amalion (Sénégal). **Cette proposition n'a pu être soumise au Comité, faisant malheureusement l'objet d'un blocage** sur les droits : les éditions Belfond ont donné leur accord de principe tout en s'en remettant à l'agent français, Michelle Lapautre. Celle-ci s'est adressée à l'agent américain de l'auteure, lequel s'est opposé au projet. **Une certaine frustration vient de n'avoir pu expliquer le projet, atypique, directement à l'auteure : n'ayant pu les rencontrer, il est probable que le contexte, les objectifs, les impacts de la collection n'aient pas été forcément mis en valeur, et quasiment sûr que l'auteure n'a pas véritablement compris la demande qui lui a été faite.**
- Face à ce refus, les éditions Amalion ont proposé *Le Blanc va aux sorcières*, d'Helen Oyeyemi, paru initialement dans sa version française en 2011 aux éditions Galaade (France). Suite au dépôt de bilan récent de cette maison, une démarche a été initiée auprès du traducteur français, bien sûr favorable à ce que ce texte soit à nouveau disponible dans sa version française, et de l'agence américaine de l'auteure, qui de son côté s'est opposée au projet. Nous voyons ici **un axe stratégique à creuser à l'avenir** pour espérer que les voix de la littérature africaine anglophone contemporaine puisse être davantage connues par les lectorats des pays voisins francophones.
- *Des fourmis dans la bouche*, de Khadi Hane, paru aux éditions Denoël (France) en 2011 – proposé par les éditions Graines de Pensées (Togo). Les éditions Denoël, le service export du groupe Gallimard (auquel Denoël appartient) **ainsi que l'auteure ont donné leur accord de principe** pour la cession de droits et la coédition africaine. Soulignons la relative fluidité de ce **contact avec les éditions Denoël après l'expérience de *La Civilisation, ma mère***, de Driss Chraïbi, paru dans la collection « Terres solidaires » en 2013, qui avait demandé un certain nombre de négociations – signe, peut-être, de la progression **des rapports avec certains groupes d'édition français** sur cette question.
- *Ni fleurs ni couronnes*, de *Souad Bahéchar*, paru aux éditions Le Fennec (Maroc) en 2000, Prix Atlas 2001 – proposé par les éditions le Fennec.

La période d'avril à juillet 2018 a donc été consacrée à la récolte des propositions, à l'établissement collectif de critères, aux différentes démarches d'obtention des droits lorsqu'elles étaient nécessaires, à la pédagogie sur la collection face à des interlocuteurs ne la connaissant pas encore, à la centralisation des textes à soumettre, à la mise au point des grilles en vue de la phase de lecture du Comité (temps de travail Clémence Hedde).

La présélection des titres par les éditeurs eux-mêmes (nouvelle organisation dans la collection) s'est donc révélée un succès : **une liste diverse géographiquement (auteurs d'Afrique centrale, d'Afrique de l'Ouest, du Maghreb, de Madagascar, d'auteurs vivant dans leur pays d'origine ou ayant migré ailleurs), équilibrée entre édition originale au « Sud » et au « Nord » et entre auteurs hommes et femmes, appartenant à une littérature contemporaine souvent déjà reconnue et primée** (comme le manifestait dans un mail Élisabeth Daldoul, « C'est riche tous ces textes et enthousiasmant ! Un beau clin d'œil à la francophonie »).

Sept maisons d'édition ont participé à ce Comité (Sankofa & Gurli au Burkina Faso, Proximité au Cameroun, Ganndal en Guinée Conakry, Le Fennec au Maroc, Amalion au Sénégal, Graines de Pensées au Togo, elyzad en Tunisie) et lu les textes pendant le mois d'août et de septembre. Certains autres coéditeurs de la collection n'ont pas eu le temps, pendant cette période estivale, de participer au Comité, mais ils ont pu tout de même suivre les avis et discussions de leurs pairs en toute transparence. Une synthèse leur a été diffusée à partir des différentes fiches de lectures transmises, et a été discutée lors de la délibération par mail le 14 septembre 2018. L'enjeu du Comité de lecture dans son ensemble, de la synthèse comme de la délibération finale du 14 septembre, était d'aboutir, bien sûr, à la bonne décision collective, en sélectionnant un titre qu'une bonne partie des éditeurs souhaitent défendre et promouvoir

auprès de leur lectorat. Il était important de veiller à une bienveillance mutuelle, un respect des avis divergents, et un équilibre, autant que faire se peut, de la parole et du poids des avis des différents participants.



L'enthousiasme général a été avéré parmi les membres du Comité de lecture, plébiscitant ce nouveau fonctionnement. Si chacun des titres a suscité un « coup de cœur » de la part d'au moins l'un des membres, c'est finalement *Munyal, les larmes de la patience* qui a fait consensus : la thématique du mariage forcé, encore d'actualité, la construction du roman à travers la voix de trois femmes, aux positionnements différents, la possibilité de toucher un lectorat jeune, la mobilisation de l'auteure possible pour la promotion, le sens qu'il pourrait y avoir à traduire le roman par la suite dans une langue africaine comme le peul, ont été autant d'arguments décisifs. En parallèle, plusieurs membres du Comité ont particulièrement été séduits par *Des fourmis dans la bouche*, salué pour l'originalité de son ton, la subjectivité propre à susciter le débat, et le regard sans concession sur la dureté de la fresque migratoire : il a ainsi été décidé que ce texte serait retenu pour une future parution dans la collection. Le programme de parution dans la collection se déroulerait donc comme tel, idéalement, et si les budgets le permettent : *Munyal* en 2019 et *Des fourmis dans la bouche* en 2020.

En sélectionnant, pour la première fois dans la collection, un texte découvert et émanant de l'un des coéditeurs africains de la collection, en valorisant par la coédition panafricaine une auteure reconnue en Afrique francophone, mais pas encore connue et diffusée au « Nord », avant la diffusion en France et sur les marchés du Nord, ce choix représente, à sa modeste échelle, une potentielle petite révolution symbolique et marque un renversement des perspectives.

La réussite de cette formule inédite du Comité peut être attribuée à la fois à la bonne connaissance mutuelle d'éditeurs partenaires, qui apprécient de lire leurs productions respectives et de dialoguer dans un espace de confiance. Elle tient certainement également au professionnalisme et au travail de chacun dans son pays, leurs découvertes d'auteur.es, la construction de leurs catalogues. Le temps et l'investissement important qui ont été consacrés à ce Comité démontrent tout l'attachement des éditeurs à la collection, depuis plus de dix ans, sur le long terme². C'est donc un essai satisfaisant pour cette version plus légère du Comité : les éditeurs s'enthousiasment à soumettre des textes à leur pairs et à lire les propositions des autres (alors que la constitution de la liste émanait précédemment, depuis les débuts de la collection, d'une spécialiste de la littérature africaine, Nathalie Carré), et acceptent de lire les textes en format numérique (PDF), ce qui permet d'alléger les frais d'achat et d'envoi des livres dans les différents pays des membres. Ce qui est possible aujourd'hui ne l'était pas précédemment : le Comité s'appuie désormais sur un professionnalisme grandissant de chaque éditeur, et une dynamique collective bien installée. Il subsiste toutefois, et c'est tout à fait compréhensible, un besoin de coordination, rôle que joue l'équipe de l'Alliance (temps de travail Clémence Hedde).

En parallèle de ces deux titres retenus, chacun des autres titres, dont les droits ont été « prénégociés », et qui souvent a particulièrement plu à un ou deux membres du Comité, pourrait faire l'objet de coéditions, à plus petite échelle, et de manière plus autonome – l'Alliance étant bien sûr disposée à favoriser autant que possible le montage de tels projets. Ce sera à suivre, en fonction des possibilités et programmes de publications des uns et des autres déjà bien chargés.

² Parmi quelques réactions à l'issue du Comité : « Ce partage entre nous est réellement une belle expérience et nous renforce. À poursuivre ! » Élisabeth Daldoul (elyzad, Tunisie) ; « échange si enrichissant et aussi passionnant », François Nkémé, Proximité, Cameroun, « ça aide de travailler ensemble. (...) de belles perspectives pour les prochaines années » Marie Paule Huet (Ganndal, Guinée Conakry)

Lancement de la coédition

Une fois le choix du titre retenu, le processus de coédition a pu être enclenché. La liste des coéditeurs et leur prise respective ont été confirmées :

Comme pour les précédents opus, pour simplifier l'opération, et éviter à l'éditeur propriétaire les questions de trésorerie et de relance auprès de ses 6 coéditeurs, l'Alliance contractalise pour la cession de droits en vue de la coédition avec les éditions Proximité. Tout retraitage fera l'objet d'un avenant au contrat, ou d'un nouveau contrat s'il ne concerne qu'une partie des éditeurs, et du paiement de nouveaux droits.

En ce qui concerne la répartition des tâches, il a été proposé que les éditions Proximité assurent cette année la mise en page et la centralisation des retours et corrections sur le texte. L'opportunité d'avoir pour la première fois l'éditeur cessionnaire membre du collectif de la collection ouvre en effet sur un dialogue plus important que d'autres années sur le texte.

Comme les précédentes parutions, le choix de la photo de couverture sera soumis au vote de tous après propositions de chacun.

Les éditions Apic, qui ne participent pas cette année à la coédition, ont proposé de continuer à superviser l'impression et le transport de l'ouvrage. Seuls les tirages de Proximité et des éditions Le Fennec seront imprimés séparément, malgré le coût élevé d'impression, pour éviter les nombreux problèmes de dédouanement de précédents opus (en 2015, une centaine de mails échangés, de nombreuses démarches, et finalement un excédent de plusieurs centaines d'euros facturé par le transporteur Bolloré). Il aurait été pertinent de tester l'option de l'impression numérique qui pourrait présenter un rapport qualité-prix intéressant pour des tirages relativement limités, mais de telles structures d'impression ne semblent pas encore en place malheureusement dans les pays.

Capitalisation et essaimage

Depuis sa création, l'Alliance se nourrit du dialogue entre professionnels et universitaires. C'est ainsi que s'est formalisé, après les dernières Assises internationales de l'édition indépendante en 2014, l'Observatoire de la bibliodiversité, regroupant en ligne, [sur le site de l'Alliance](#), les différents travaux d'analyse et de plaidoyer. Cette année, une doctorante en économie-gestion, spécialiste de la coopération entre acteurs culturels, [Laura Aufrère](#), par ailleurs membre du Bureau de l'Alliance, prépare un article universitaire sur la pratique de la coédition « solidaire ». À partir d'entretiens non directifs avec les éditrices et éditeurs de différents réseaux linguistiques de l'Alliance, en revenant sur leur histoire et la façon dont chacun a pu s'investir dans des coéditions, sa démarche est d'examiner ces mécanismes de coopération du point de vue de l'activité d'édition, et quelles relations sont construites entre les parties prenantes, à l'aide de quels outils et dans quels contextes. L'article devrait être prêt en 2019. Du point de vue de l'Alliance, c'est un travail important qui permet de capitaliser l'expérience engrangée par les éditeurs membres depuis 15-20 ans, d'en avoir une analyse critique, de recueillir leurs points de vue. Cela viendra alimenter la réflexion, dans le cadre des prochaines Assises internationales de l'édition indépendante notamment (prévues pour 2020), permettant de faire le point sur ce qui se profile et se développe dans les pratiques, comment les coopérations des différents réseaux peuvent s'inspirer et s'alimenter, comment l'Alliance peut et doit continuer à accompagner cette coopération.

Signalons également la présentation de la collection « Terres solidaires » par Thierry Quinqueton, membre du Bureau de l'Alliance, au Salon du livre d'Oujda (Maroc), « Lettres du Maghreb », le 21 octobre 2018, à l'invitation de la Région Grand Est (France), partenaire du Salon.

Les dépenses relatives à cette activité ne seront visibles qu'en 2019.

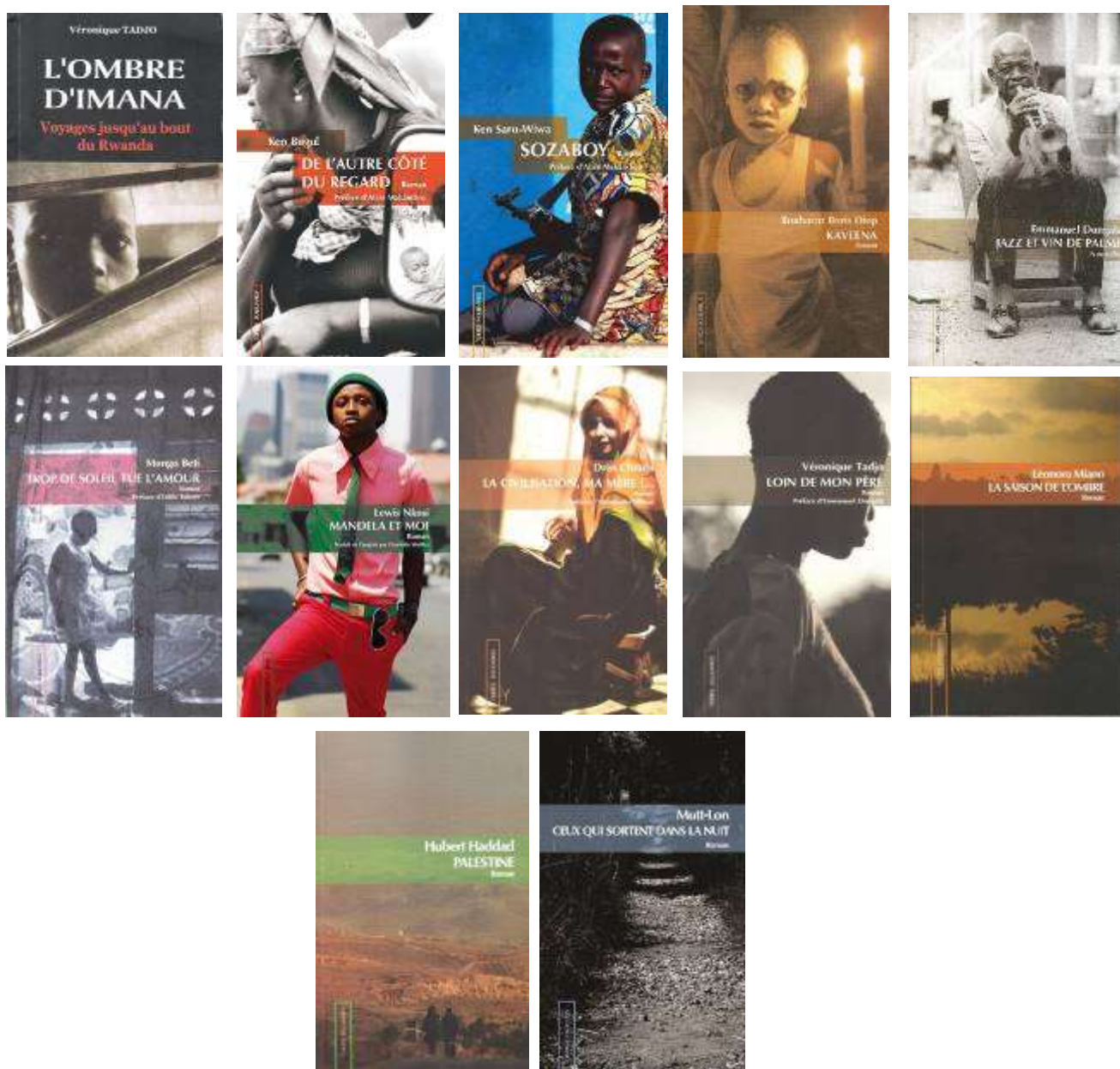
Cette activité a engendré 63,20 euros de dépenses (contre 18 304,22 euros en 2017) et a généré 10 288 euros de recettes (contre 22 394 euros en 2017).

Reliquat subventions OIF/DLFCF 2017 : 2 000 euros

Participation aux frais des éditeurs : 288 euros pour « Terres solidaires »
 Soutien OIF / DLFCO : 10 000 euros, répartis entre la venue d'éditeurs francophones au Salon du livre de Paris et la coédition du 13e titre de la collection « Terres solidaires » (AEI 3).

Totaux AEI 3

63,20 euros (contre 18 304,22 euros en 2017) et 10 288 euros de recettes (contre 22 394 euros en 2017).



Les partenaires institutionnels et financiers (AEI 4)

Voir la [liste de l'ensemble des partenaires](#) sur le site de l'Alliance.

Fondations privées (AEI 41)



Dans le cadre de la convention signée avec la **Fondation Charles Léopold Mayer** pour la période 2018-2020, l'Alliance a reçu un soutien de 180 000 euros en 2018. Ce soutien porte essentiellement sur le **fonctionnement de l'association et sur le maintien de ses activités « prioritaires »** (salaires, gouvernance, rencontre du CIEI, fonctionnement des réseaux linguistiques).

Nous rappelons par ailleurs que les apports en nature de la FPH (hébergement gracieux, prêt de salles de réunion, photocopies, téléphone, etc.) **pour l'année 2018** sont de 24 000 euros.

Projet soutenu par



La **Fondation de France** soutient l'**Observatoire de la bibliodiversité** (cartographie des politiques publiques du livre) pour la période 2016-2018. Le montant total de ce soutien est de 56 100 euros, dont 28 050 euros ont été perçus en 2016 (tranche 1) ; 22 440 euros en 2018 (tranche 2) et les 5 610 euros restant à percevoir lors de la finalisation des activités.

Organisations internationales (AEI 42)



L'**Organisation internationale de la Francophonie** a soutenu l'Alliance par deux biais en 2018. D'abord *via* la Direction de la langue française, culture et diversité (DLFCD) à hauteur de 10 000 euros (première tranche de 8 000 euros en 2018 et seconde tranche de 2 000 euros à venir en 2019) – **soutien à la venue d'éditeurs francophones** au Salon du livre de Paris et à la collection « Terres solidaires » (partenariats éditoriaux solidaires).

Puis *via* la Direction de la Francophonie économique et numérique (DFEN) à hauteur de 47 105 euros (tranches 1 et 2 reçues en 2018) – **soutien aux activités du Labo numérique de l'Alliance**.

Total des apports en nature en 2018 = 26 600 euros (contre 34 425 euros en 2017)

Total de la valorisation comptable du bénévolat en 2018 = 33 525 euros (contre 30 730 euros en 2017)

APPORTS EN NATURE – ANNÉE 2018

Fondation Charles Léopold Mayer : hébergement gracieux et frais liés sur l'année 2018
La FPH a réalisé une moyenne des frais liés à l'hébergement gracieux de certains de ses partenaires. En effet, les frais d'entretien du local, d'assurance du bâtiment, de téléphone, d'abonnement Internet, les salaires liés à l'accueil et aux services comptables de la FPH s'élèvent en moyenne à 8 000 euros par an et par poste de travail, ce qui signifie que ces frais sont de 24 000 euros pour l'Alliance (3 postes de travail) en 2018.

Fondation pour **l'écrit, Suisse** :

- Prêt d'une salle de réunion (0,5 jour) = 250 euros
- Prise en charge de la venue d'un représentant de l'Alliance aux Assises de l'édition francophone = 350 euros

Foire du livre de Francfort :

- Prêt d'une salle de réunion (0,5 journée) = 500 euros

myCowork :

- Prêt d'une salle de réunion (1 journée) = 800 euros

Appareil photos Nikon (don de Jean Richard, éditions d'en bas, Suisse) = 500 euros

Camescope Canon (don de Jean Richard, éditions d'en bas, Suisse) = 200 euros

TOTAL APPORTS EN NATURE = 26 600 euros



VALORISATION COMPTABLE DU BÉNÉVOLAT ANNÉE 2018

Membres du Bureau et de l'Assemblée générale

Laura AUFRERE

- Réunions de Bureau, Assemblée générale : participation à 4 réunions de Bureau et à l'Assemblée générale sur l'année 2018

Temps de travail : équivalent de 1,5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 1,5\text{ jours} = 337,50\text{ euros}$

- Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (octobre 2018) : participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 3 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 3\text{ jours} = 675\text{ euros}$

David ELOY

- Réunions de Bureau, Assemblée générale : participation à 4 réunions de Bureau et à l'Assemblée générale sur l'année 2018

Temps de travail : équivalent de 1,5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 1,5\text{ jours} = 337,50\text{ euros}$

- **Suivi de l'étude sur la liberté d'éditer** : réunions, recherches, conseils

Temps de travail : équivalent de 1,5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 1,5\text{ jours} = 337,50\text{ euros}$

Annie GOGAT

- Réunions de Bureau, Assemblée générale : participation à 4 réunions de Bureau et à l'Assemblée générale sur l'année 2018

Temps de travail : équivalent de 1,5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 1,5\text{ jours} = 337,50\text{ euros}$

- **Suivi de la comptabilité de l'association et préparation de la certification aux comptes** : vérification et suivi de la comptabilité analytique de l'Alliance, accompagnement et préparation de la certification des comptes

Temps de travail : équivalent de 5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ euros}$

- Ressources humaines : **réunions avec l'équipe et suivi des ressources humaines**

Temps de travail : équivalent de 1,5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 1,5\text{ jours} = 337,50\text{ euros}$

Hélène KLOECKNER

- Réunions de Bureau, Assemblée générale : participation aux 4 réunions de Bureau et à l'Assemblée générale sur l'année 2018

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein (4 réunions + préparation avec l'équipe des réunions)

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = 450\text{ euros}$

- Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (CIEI), octobre 2018 : **préparation avec l'équipe et participation à la rencontre**

Temps de travail : équivalent de 2,5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2,5\text{ jours} = 562,50\text{ euros}$

- **Suivi de l'étude sur la liberté d'éditer** : réunions, recherches, conseils

Temps de travail : équivalent de 1,5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 1,5\text{ jours} = 337,50\text{ euros}$

- Ressources humaines : **réunions avec l'équipe et suivi des ressources humaines**

Temps de travail : équivalent de 1,5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 1,5\text{ jours} = 337,50\text{ euros}$

Georges LORY

- Réunions de Bureau, Assemblée générale : participation à 4 réunions de Bureau et à **l'Assemblée générale sur l'année 2018**

Temps de travail : équivalent de 1,5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 1,5\text{ jours} = 337,50\text{ euros}$

- Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (octobre 2018) : participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = 450\text{ euros}$

Luc PINHAS

- Réunions de Bureau, Assemblée générale : participation à 4 réunions de Bureau et à **l'Assemblée générale sur l'année 2018**

Temps de travail : équivalent de 1,5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 1,5\text{ jours} = 337,50\text{ euros}$

- Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (octobre 2018) : participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 1 jour à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ euros}$

- Revue *Bibliodiversity* : participation au Comité de lecture de la revue, suivi de la revue, mises en contact avec des universitaires, coordination.

Temps de travail : équivalent de 10 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} \times 2\text{ semaines} = 2\,250\text{ euros}$

- Analyse sur les politiques publiques du livre : **travail d'analyse, de recherches de données**

Temps de travail : équivalent de 10 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} \times 2\text{ semaines} = 2\,250\text{ euros}$

Thierry QUINQUETON

- Réunions de Bureau, Assemblée générale : participation à 4 réunions de Bureau et à **l'Assemblée générale sur l'année 2018**

Temps de travail : équivalent de 1,5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 1,5\text{ jours} = 337,50\text{ euros}$

- Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (octobre 2018) : participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 3 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 3\text{ jours} = 675\text{ euros}$

- Comité intergouvernemental UNESCO : participation aux réunions (décembre 2018)

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = 450\text{ euros}$

Mariette ROBBES

- Réunions de Bureau, Assemblée générale : participation à 4 réunions de Bureau et à **l'Assemblée générale sur l'année 2018**

Temps de travail : équivalent de 1,5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 1,5\text{ jours} = 337,50\text{ euros}$

- Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (octobre 2018) : participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = 450\text{ euros}$

- **Documents de communication de l'Alliance** : création de documents et de visuels

Temps de travail : équivalent de 2 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 2\text{ jours} = 450\text{ euros}$

Gérard AIMÉ

Michel SAUQUET

Assemblée générale : **participation à l'Assemblée générale 2018**

Temps de travail : équivalent de 0,5 jour à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 0,5\text{ jour} = 112,50\text{ €}$

$112,50\text{ €} \times 2\text{ membres de l'Assemblée générale} = 225\text{ euros}$

Sous-total membres du Bureau et de l'AG = 13 950 euros

Membres du Comité international des éditeurs indépendants (CIEI)

- Samar HADDAD, Syrie (Atlas Publishing)
- Muge SOKMEN-GURSOY, Turquie (Metis Publishers)
- Colleen HIGGS, Afrique du Sud (Modjaji Books)
- Aliou SOW, Guinée Conakry (Ganndal)
- Paulin ASSEM, Togo (Ago Media)
- Elisabeth DALDOUL, Tunisie (elyzad)
- Guido INDIJ, Argentine (la marca editora)
- Tinouche NAZMJOU, France/Iran (Naakojaa)
- Anahita MEHDIPOUR, Allemagne/Iran (Forough Verlag)
- Mariana WARTH, Brésil (Pallas Editora)
- Carla OLIVEIRA, Portugal (Orfeu Negro)

Coordination des réseaux linguistiques : animation des réseaux, consultation, communication, **relation avec l'équipe et le Bureau**

Temps de travail : équivalent de 7 jours à temps plein répartis sur l'année (moyenne)

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$; $1\,125\text{ €} / 5\text{ jours} = 225\text{ €}$; $225\text{ €} \times 7\text{ jours} = 1\,575\text{ €}$

$2\,250\text{ €} \times 6\text{ coordinateurs} = 9\,450\text{ euros}$

Rencontre du Comité international des éditeurs indépendants (octobre 2018) : préparation et participation à la rencontre

Temps de travail : équivalent de 5 jours à temps plein

Équivalence en temps de travail rémunéré : 2 500 euros bruts mensuels comme base de rémunération au vu des responsabilités et des tâches réalisées et au vu des salaires pratiqués dans la structure.

Estimation avec charges sociales : $2\,500\text{ €} \times 1,8 = 4\,500\text{ €}$; $4\,500\text{ €} / 4\text{ semaines} = 1\,125\text{ €}$

$1\,125\text{ €} \times 9\text{ membres du CIEI} = 10\,125\text{ euros}$

Sous-total membres du CIEI = 19 575 euros